

**MANIFESTE**  
**De**  
**L'UNION pour le PROGRES et le**  
**CHANGEMENT**  
**(UPC)**

***Pour un développement mieux partagé***

***Améliorer ce qui est déjà fait***  
***Corriger ce qui est mal fait***  
***Réaliser ce qui n'est pas encore fait***

Date : 1<sup>er</sup> mars 2010

# I Introduction

**1.1** Au moment où nous annonçons la naissance de notre Parti, nos compatriotes et tous ceux qui, ici et ailleurs, observent avec sympathie notre démarche, veulent savoir qui nous sommes, ce que nous pensons et surtout ce que nous voulons pour notre pays. C'est pour répondre à ces questions que le présent Manifeste est rédigé.

**1.2** Il commence par décrire le contexte politique dans lequel survient la naissance de l' UPC. Ce contexte est marqué par une soif de progrès de notre peuple, confronté qu'il est à de multiples « manques » dans sa vie quotidienne. Contribuer à ce progrès constitue la motivation principale de notre engagement politique. Mais en tant qu'acteurs politiques et observateurs de notre vie nationale, notre conviction est établie que sans changement démocratique, ce progrès pour tous n'aura jamais lieu.

Si cette double soif de progrès et de changement est la caractéristique fondamentale du contexte politique dans lequel évolue notre Parti, la mission de celui-ci devient double : apporter le progrès, mais réaliser d'abord le changement démocratique, c'est-à-dire l'alternance. Le Manifeste établit clairement que, si dans les situations démocratiques normales, une telle soif de progrès et de changement a des chances de se matérialiser par une victoire électorale sur les forces au pouvoir, la démocratie que nous vivons, dans notre pays, a des particularités qui font que cette issue relève d'un combat long et difficile.

En démontant les ressorts du pouvoir qui domine notre scène politique depuis plus de deux décennies, le Manifeste démontre que notre démocratie est verrouillée, fonctionne sur des apparences et revêt en réalité les aspects d'un monopartisme de fait. Nonobstant cela et malgré ses succès électoraux à répétition, le parti au pouvoir est vulnérable. L'alternance est donc possible.

C'est pleinement conscients de cette réalité du contexte politique national et de ses insuffisances que les militants de l' UPC s'engagent dans le combat politique.

**1.3** Le Manifeste décrit ensuite la nature politique, l'organisation et la stratégie du Parti. Il explique que l' UPC se veut d'abord le Parti de l'alternance démocratique et qu'il se donne pour mission, par la voie démocratique, de provoquer le changement attendu et souhaité par notre peuple. Cette vision de l'alternance, telle que déclinée par l' UPC, proclame la nécessité d'une triple rupture aux plans politique, économique et sociétal, **afin d'améliorer ce qui est déjà fait, corriger ce qui est mal fait et réaliser ce qui n'est pas encore fait.**

Cette quête de l'alternance, l' UPC la fera en s'appuyant sur ses caractéristiques intrinsèques : celle d'un parti populaire, parti de citoyens, de militants indomptables, instruits par l'évolution du monde qui les entoure, armés de principes nobles et mettant en œuvre une stratégie innovante de mobilisation populaire. La particularité de notre Parti, c'est qu'il refuse de se réclamer d'une idéologie quelconque, comme c'est semblé t-il la mode, mais qu'il envisage plutôt la résolution des problèmes de notre peuple avec des solutions pragmatiques guidées par des valeurs solides.

**1.4** Le Manifeste explique enfin le projet de l' UPC qui souhaite, avec notre peuple, aider notre pays à s'engager résolument sur la voie d'un véritable développement en faveur de tous. Ce projet comporte trois grands objectifs intimement liés :

- ✓ construire une démocratie républicaine et citoyenne, en rétablissant les valeurs de la république, la force du constitutionalisme, la séparation véritable du pouvoir, l'engagement citoyen et une nouvelle manière de faire la politique ;
- ✓ repenser notre économie en traçant une nouvelle vision, de nouvelles pistes pour la croissance et en veillant à ce que les fruits de cette croissance soient ressentis par tous ;
- ✓ reconstruire notre société sur des bases nouvelles et fortes, pour en faire le lieu d'un nouveau partage social, en corrigeant les défauts de construction de notre Etat-nation, en rétablissant la force des valeurs nobles de notre histoire et de notre culture et en faisant de la solidarité le ciment de notre vécu en commun.

Notre Parti souhaite que ce Manifeste renseigne et convainc les uns et les autres sur la pertinence de notre ambition pour le Burkina et surtout, qu'il suscite les sympathies et les adhésions dont nous avons tant besoin pour réussir le combat de l'alternance et du progrès.

## **II Le contexte politique de la naissance de l'UPC**

La naissance de l' UPC survient dans un contexte national marqué par une soif d'alternance, de progrès et au cœur d'un système politique qui se caractérise par de nombreuses insuffisances.

### **a) Notre peuple a soif de progrès et de changement**

**2.1** En tant que militants de l'UPC, nous souhaitons, par notre action, contribuer à éteindre la soif de changement exprimée par notre peuple et à apporter le progrès à notre pays. C'est la raison principale de notre engagement politique et c'est la vocation première de notre Parti, en tant qu'instrument de conquête et d'exercice du pouvoir d'Etat. Notre démarche se fonde sur le constat, qu'un demi-siècle après avoir conquis son indépendance, notre pays demeure sous développé sur le plan politique et économique.

Sur le plan politique, notre démocratie, refondée en 1991 après de dures années d'Etat d'exception, s'illustre par de nombreuses insuffisances, liées à la fois à son architecture et à la pratique du pouvoir dominant.

Sur le plan économique, des années de réformes inspirées par la doctrine du libéralisme et mises surtout en œuvre dans un système de gouvernance défaillant n'ont pas permis de faire des avancées significatives sur la voie du développement. La réalité quotidienne de nos populations est surtout faite de « manques » : se nourrir convenablement, se loger, se soigner, ou s'éduquer sont toujours hors de portée de la majorité des burkinabè. Il n'est pas étonnant que les indicateurs de notre développement humain durable soient constamment à la traîne, affublant notre pays d'un rang peu enviable dans le classement établi par le PNUD. A cela s'ajoute le fait que, comme le révèlent toutes les enquêtes sur les conditions de vie des ménages, notre développement est de plus en plus fortement inégalitaire. Les richesses les plus insolentes côtoient la misère la plus inacceptable.

Cette inégalité croissante dans notre société est d'ailleurs un des éléments qui, parmi d'autres, alimente le malaise profond que connaît celle-ci.

**2.2** En effet la relative stabilité dont jouit notre pays ne doit pas faire illusion. Certes, vu de l'extérieur par la lorgnette de sa diplomatie omniprésente, ou apprécié de l'intérieur sur la base de l'urbanisation clinquante des quartiers huppés de sa capitale, notre pays donne de lui-même l'image d'une nation en plein devenir. La réalité vécue par nos populations est différente et notre société couve comme un malaise en fermentation, qui s'est exprimé bruyamment à plusieurs occasions, de portée locale ou nationale et qui traduit un mécontentement de nos compatriotes.

**2.3** Ce malaise a été perceptible lors des épisodes douloureux de notre déchirure nationale, le summum ayant sans doute été atteint avec l'affaire Norbert Zongo. Mais il s'illustre de manière permanente par la perte de confiance grandissante dans nos institutions et dans notre système démocratique et électoral. Des pans entiers de notre population, notamment notre jeunesse, désertent le chemin des urnes, s'inscrivent de moins en moins sur les listes électorales et croient de moins en moins que le bulletin puisse changer grand-chose à leur quotidien. Les mécanismes institutionnels d'expression politique et sociale sont devenus inefficaces, en raison de leur neutralisation par le clientélisme envahissant et la corruption du système. La perte de confiance des citoyens vis-à-vis de l'Etat, dont la crédibilité est frontalement mise à nu, est nettement palpable. Cette perte de crédibilité n'épargne même pas les institutions censées représenter, promouvoir et défendre les intérêts des citoyens, surveiller les gouvernants, prendre la parole et encadrer l'expression protestataire en cas d'insatisfaction. Les expériences récentes de contestations sociales violentes ont en effet révélé le manque de représentativité de ces relais habituels qui, jusque là, avaient le « monopole » de la contestation : partis politiques d'opposition, syndicats et autres composantes de la société civile. Le caractère parfois spontané des révoltes sociales qui ébranlent de temps à autre notre pays et l'absence étonnante d'une avant-garde connue, sont des indicateurs évidents d'une crise de représentation et de légitimité des relais habituels de la contestation sociale. C'est le signe que les colères débordent.

**2.4** Le mécontentement de notre peuple est aggravé par la corruption qui s'est installée dans notre pays et qui a atteint des niveaux jamais égalés dans notre histoire politique. Notre société est gangrenée par le gain de l'argent facile, devenu le sport favori des tenants du pouvoir politique et administratif. Cette montée en puissance de la corruption est régulièrement dénoncée par la société civile, les Partis politiques ou les confessions religieuses. Les partenaires techniques et financiers du pays, conscients de cette situation, placent toujours cette question au menu de leurs consultations avec le gouvernement. Acculé, ce dernier s'est résolu à annoncer publiquement la mise en place d'une panoplie de textes et d'institutions supposés lutter contre ce phénomène, mais l'absence de résultats concrets malgré les discours ronflants, entendus à longueur de journée, a fini de convaincre les populations, qu'il est congénitalement incapable d'éradiquer la corruption. En fait, loin d'être un simple dérapage dans la pratique de gouvernance, la corruption semble faire partie intégrante de la stratégie de domination politique du pouvoir de la IV<sup>ème</sup> république. C'est par ce biais qu'il bâtit l'assise financière qui lui permet de s'assurer un niveau de vie luxueux et de financer ses campagnes électorales. Plus cyniquement, c'est aussi par ce biais qu'il parvient à « tenir » les grands collaborateurs et alliés du système, dont le suivisme, la fidélité et le silence reposent sur la peur d'être rattrapés par les dossiers compromettants dans lesquels ils sont impliqués.

Mais en plus de toutes ces raisons, il y a que plus de deux décennies d'usure du pouvoir ont fini par créer une lassitude de l'opinion et une grande distance vis à vis de la classe dirigeante. Nos dirigeants vivent très loin des préoccupations des populations qui luttent

pour survivre au quotidien. Entourés de courtisans nationaux et internationaux qui excellent dans l'art de flatter leur égo, ils ont cessé de chercher à comprendre l'évolution de leur propre société et le fossé qui les sépare de la jeunesse et des générations montantes est de plus en plus béant. Or, dans le même temps, des exemples de changements politiques démocratiques venus d'ailleurs rappellent chaque fois à nos populations, qu'en démocratie, lorsqu'on est mécontent, on peut changer ses dirigeants. Notre sous-région a d'ailleurs fourni ces dernières années des illustrations réussies de cette maxime et, en regardant ce qui se passe au Mali, au Bénin, ou récemment au Ghana, les burkinabè, qui étaient en avance sur ces peuples en matière de démocratie, se disent qu'ils peuvent eux aussi, par leur vote, exprimer leur mécontentement et faire un autre choix. Que de désillusions avec une démocratie dévoyée !

**2.5** Dans ce contexte, la tenue, très réussie, du Forum des Citoyennes et Citoyens de l'Alternance, à Ouagadougou les 1, 2 et 3 Mai 2009 et tout le débat passionné qui s'en est suivi, ont agi comme le signal de libération de la parole et de levée du tabou sur la question du changement politique dans notre pays. Depuis, le thème de l'alternance est devenu une question centrale du débat politique national, confirmant ainsi l'aspiration de larges segments de la population.

Plus intéressant, ce besoin de changement n'est plus exprimé uniquement dans les cercles habituels de l'opposition et de la contestation. Il gagne le cœur du pouvoir lui-même. Non seulement certains des ténors du régime ne se gênent plus pour déclarer publiquement que la question de l'alternance n'est pas taboue, mais surtout, ils n'hésitent plus à étaler des propositions pour ce qu'ils considèrent comme la meilleure forme d'alternance pour le pays. Il y a là incontestablement un indice fort, qu'une fraction du pouvoir de la IVème république ne se satisfait plus du statu quo, mais aspire à autre chose, ou est peut-être guidée par le souci de ne pas se laisser emporter par le changement qu'elle voit venir inéluctablement.

Répondre à ce double besoin de progrès et de changement est pour notre Parti la mission cardinale qu'il entend prendre à cœur. C'est parce que notre Parti estime qu'il est possible de mener à bien cette mission, afin de faire un autre développement pour répondre à l'aspiration au mieux-être de notre peuple, qu'il a décidé de s'engager dans le débat démocratique.

**2.6** Dans un système démocratique normal, une telle aspiration populaire se traduit rapidement par un changement démocratique des forces politiques au pouvoir. On a vu les possibilités d'un tel renversement lors des élections législatives de 2002, lorsque la crise sociopolitique née de l'assassinat du journaliste Norbert Zongo, conjuguée à un mode de scrutin plus équitable, a créé une situation politique où le parti au pouvoir, contrairement à la coutume, n'a pu obtenir tout seul la majorité à l'assemblée nationale. Cet épisode a bien montré, qu'une défaite électorale du parti au pouvoir est bel et bien possible. Mais notre Parti est pleinement conscient, que les choses sont plus compliquées, car notre démocratie est quelque peu particulière. Parce que celle-ci ne fonctionne pas comme une véritable démocratie, il ne suffit pas qu'il y ait aspiration au changement pour qu'il y ait changement, comme ce serait automatiquement le cas dans une démocratie avancée. En Afrique, le jeu politique a des règles singulières et se déroule dans un environnement empreint de réalités particulières. Pleinement averti de ces limites de notre système démocratique, notre Parti, comme beaucoup d'autres, inscrit néanmoins son action dans le cadre légal existant et dans le respect des règles républicaines. Il est conforté dans sa démarche par les expériences vécues en Afrique et dans notre sous-région où, en dépit des entraves de toutes natures mises en place par les pouvoirs en place, des circonstances politiques ont permis que le travail long et pénible des forces d'opposition républicaines a fini par payer. Du reste, en étant acteur de la scène politique,

notre Parti entend contribuer, par son action aux côtés d'autres forces politiques, à arracher chaque fois que cela est possible, les améliorations qui permettront à notre système politique de s'améliorer et de produire les conditions de plus en plus à même de favoriser le changement politique.

## **b) Notre démocratie est « verrouillée »**

**2.7** La naissance de l'UPC survient dans un contexte politique national quelque peu particulier, caractérisé par une démocratie « verrouillée » (pour reprendre l'expression utilisée par le rapport 2009 du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs 2009), un pluralisme dominé en réalité par un seul camp et une opposition incapable de proposer une véritable alternance.

Notre démocratie ne fonctionne pas selon les règles traditionnelles qui caractérisent un tel régime. C'est la genèse même de notre retour à la démocratie en 1990 qui explique cela, parce qu'il était entaché d'un malentendu politique dont les burkinabè continuent de payer le prix fort. Après les événements du 15 Octobre 1987, les burkinabè espéraient que la nouvelle donne politique allait leur rapporter cette liberté d'expression, d'opinion et d'association qu'ils chérissaient tant et qui a toujours été une caractéristique essentielle du jeu politique dans leur pays. Or, les nouveaux maîtres aspiraient à autre chose : changer un peu, juste assez pour détendre les choses et susciter l'adhésion, mais pas trop, afin d'éviter d'ouvrir la boîte de pandore de la contestation qui pouvait conduire à la perte du pouvoir.

**2.8** C'est en application de cette stratégie que les burkinabè se sont vu offrir un changement graduel au sein du régime, plutôt qu'un changement graduel du régime et qui a débouché sur une démocratie surveillée, contrôlée, manipulée par le sommet. En d'autres termes, le système politique mis en place depuis 1987 se caractérise par une ambivalence permanente : d'un côté, les attributs visibles d'une démocratie libérale avec une Constitution adoptée par référendum, des institutions créées et mises en place, des élections présidentielles, législatives et locales régulières, des opposants qui s'expriment, un parlement qui vote les lois, un gouvernement qui gouverne, une société civile qui donne de la voix, une presse foisonnante qui relate librement les péripéties de la vie publique etc. De l'autre, une culture politique autoritaire, un système subtil de musellement de l'opposition, l'achat des consciences, l'usage de la corruption pour détruire les partis d'opposition, la fraude électorale et la caporalisation des électeurs à coûts de prébendes ou de pressions ethniques, la survivance d'un parti-Etat qui accapare les responsabilités publiques au profit exclusif de ses militants, bref un système informel de contournement de la démocratie formelle. Il ne s'agit donc pas d'un régime nécessairement en chemin vers l'amélioration et la consolidation d'une démocratie, mais d'un système politique qui, en maintenant une apparence démocratique, permet de ne pas exposer le pouvoir au risque du pluralisme et de la libre compétition.

**2.9** Avec l'adoption de la Constitution de 1991 qui consacre le multipartisme intégral, de plus en plus de partis politiques ont été créés. Au total, plus d'une centaine de partis politiques existeraient à ce jour au Burkina Faso. Mais, derrière ce multipartisme officiel se cache en réalité un monopartisme de fait.

D'abord, beaucoup de partis politiques dont les sigles apparaissent lors des consultations électorales, ont été montés de toute pièce par le pouvoir, notamment au début du processus démocratique, pour faire pièce aux revendications de la tenue d'une conférence nationale souveraine. Les uns sont des fonds de commerce créés pour capter les

financements électoraux. D'autres sont des outils de positionnement pour se faire remarquer et négocier avec le pouvoir. Certains enfin, même s'ils semblent être animés d'une volonté politique, n'existent que de nom et ne répondent pas aux critères classiques d'un parti politique tels qu'habituellement définis, à savoir :

- ✓ une organisation durable, c'est-à-dire dont l'espérance de vie politique est supérieure à celle des dirigeants en place ;
- ✓ une organisation locale bien implantée, entretenant des rapports réguliers et variés à l'échelon national ;
- ✓ la volonté délibérée des dirigeants nationaux et locaux de l'organisation de conquérir et d'exercer le pouvoir, seul ou avec d'autres et non pas seulement d'influencer le pouvoir ;
- ✓ le souci de rechercher un soutien populaire à travers les élections ou de toute autre manière ;
- ✓ la capacité à proposer un projet de société.

Ensuite, les compétitions électorales au Burkina ressemblent de plus en plus à un match à une personne. Depuis le retour à une vie constitutionnelle normale, marquée par le rétablissement officiel du multipartisme en 1991, le Burkina Faso a organisé trois élections présidentielles (1991, 1998, 2005), quatre élections législatives (1992, 1997, 2002, 2007), trois élections municipales (1995, 2000, 2006). Elles ont toutes été remportées par le même parti et à chaque fois, à la suite d'un raz-de-marée électoral, sauf pour les législatives de 2002. Cette situation est inédite dans notre histoire politique. Dans les années 70, la majorité et l'opposition faisaient presque jeu égal à l'Assemblée nationale, donnant ainsi l'image d'un pays attaché à la démocratie pluraliste et le chef d'Etat sortant a même été mis en ballottage pour la première fois en Afrique, à l'issue d'une élection présidentielle libre et transparente en 1978. Vu sous cet angle historique, il s'agit donc d'un recul en matière de démocratie.

Enfin, le monopartisme de fait est illustré par le constat, que le parti au pouvoir, dans sa boulimie, use de la corruption pour convaincre les partis d'opposition qui commencent à avoir une certaine assise, à se renier et à le rejoindre. Le résultat c'est que sur les 111 députés inscrits dans notre assemblée, presque les 3/4 sont, d'une manière ou d'une autre, alignés derrière le CDP pour soutenir le pouvoir de la IVème république. Le parti qui exerce la fonction de chef de file de l'opposition, avec seulement 5 députés, n'est que la 4ème formation politique de l'Assemblée nationale.

**2.10** Quelles sont les bases du pouvoir, les ressorts spécifiques de ce parti dominant qui s'est ainsi installé au Burkina Faso ? Cette domination est-elle irréversible ? Ces questions sont importantes pour l'alternance démocratique. En effet, pour déconstruire et démanteler cette entreprise de domination politique établie par ses promoteurs, il convient d'en identifier les bases politiques.

Du point de vue de notre Parti, celles-ci s'articulent autour de ressources politiques bien précises :

**2.11** La première de ces ressources, c'est le contrôle de l'appareil d'Etat. Le pouvoir de la IVème république a, par la politisation de la fonction publique et par la mise en place d'un système de patronage multipolaire de type clientéliste, capté à son profit le soutien des cadres de l'administration et de l'appareil judiciaire.

Le parti majoritaire organise aussi sa domination grâce à la mainmise sur les ressources financières du pays, à travers la manipulation des marchés publics en faveur des entreprises contrôlées en sous main par les dignitaires du régime.

Un autre pilier important de la stratégie de domination du parti au pouvoir, c'est l'instrumentalisation des hiérarchies coutumières et religieuses. Des pans entiers de ces forces sociales ont laissé tomber leur neutralité historique pour se mettre au service du parti au pouvoir et rameuter à son profit un électorat facilement influençable.

A ces soutiens viennent systématiquement s'ajouter la corruption électorale, l'utilisation des moyens de l'Etat lors des campagnes électorales, l'intimidation, la corruption et la neutralisation des responsables des partis de l'opposition qui, par leur poids électoral, apparaissent comme une menace pour le pouvoir.

**2.12** Au regard de tout cela, faut-il en conclure que le CDP est invincible et que le pouvoir de la IVème République ne peut nullement être inquiété par la voie électorale ? Absolument non ! Du point de vue de notre Parti, le pouvoir et son parti ont des faiblesses évidentes, qui iront en s'aggravant et qui constituent autant d'opportunités pour les partis de l'alternance.

Parmi celles-ci, on peut citer :

- ses divisions internes ;
- l'absence de conviction réelle et l'opportunisme qui caractérise le comportement de ses membres ;
- son mode de fonctionnement non démocratique qui engendre des frustrations
- l'usure du pouvoir ;
- le fait que, contrairement au passé, des gens démissionnent du CDP et parviennent à se faire élire.

**2.13** Parler d'alternance démocratique suppose l'existence d'une opposition forte et crédible, susceptible d'offrir une alternative au pouvoir en place. Or, sur ce chapitre, notre Parti estime que beaucoup reste à faire. Notre Parti regrette que pour des raisons diverses, l'opposition républicaine ait été jusque là incapable de proposer et de réussir une stratégie d'alternance démocratique dans notre pays. Notre Parti croit que l'alternance est possible et qu'une opposition organisée, porteuse d'une ambition novatrice, peut la réaliser, comme le montrent les expériences vécues dans d'autres pays du continent. Il aspire à conquérir la responsabilité de fédérer autour de lui une large coalition électorale capable de faire mentir ceux qui soutiennent qu'au Burkina une victoire par les urnes est impossible.

**2.14** Notre Parti est conscient que pour ce faire, il doit lutter contre le défaitisme ambiant qui a gagné des pans entiers de notre population et qui conduit nombre de burkinabè à croire qu'une défaite du pouvoir de la IVème République est impossible. C'est pour réussir l'alternance que notre Parti est né et s'organise.

### **III Nature, Organisation et Stratégie politique de l'UPC**

#### **a) L'UPC : Parti de l'alternance démocratique**

**3.1** Comme l'indique éloquemment l'intitulé de son nom, notre Parti se donne pour mission principale d'apporter le progrès aux burkinabè. Après un demi-siècle d'indépendance et malgré quelques avancées obtenues ici et là, notre pays a encore beaucoup de progrès à réaliser dans de nombreux domaines, pour assurer le bonheur de notre peuple : la construction de la démocratie, le maintien de la paix sociale, la préservation de l'unité nationale, l'éducation, la santé, le logement, l'environnement, la culture etc. Notre Parti est né, parce que nous croyons qu'il est possible d'aider notre peuple à réaliser ces progrès. C'est là que réside la principale motivation de l'engagement de nos militants. Mais l'analyse concrète que notre Parti fait de la situation politique de notre pays et de l'incapacité de nos dirigeants actuels à offrir ce progrès à notre peuple, nous conduit à croire, que pour que ce progrès se réalise, il faut qu'il y ait un changement démocratique.

Notre Parti se positionne donc comme l'une des forces politiques qui œuvre pour que ce changement ait lieu, afin que les possibilités soient offertes de réaliser ce progrès. C'est en cela que l'UPC se définit comme le Parti de l'alternance démocratique.

Par alternance démocratique, nous entendons l'accession, par la voie des urnes, de notre Parti et de ses alliés aux responsabilités d'Etat, afin de mettre en œuvre une autre politique de développement qui, si elle doit faire le bonheur de tous les burkinabè, fera surtout le bonheur des classes et couches sociales qui ne profitent pas actuellement des fruits de notre développement. Dans notre entendement, l'alternance implique une triple rupture :

- **au plan politique** : l'alternance suppose l'arrivée au pouvoir, par les urnes, d'une ou plusieurs forces politiques différentes des coalitions qui gouvernent notre pays actuellement. Cela va de soi car si les forces politiques qui nous gouvernent actuellement demeurent au pouvoir, elles continueront de mettre en œuvre les politiques néfastes que nous désapprouvons;
- **au plan économique** : l'alternance suppose que soit mise en œuvre une politique de développement, différente de celle que nous dénonçons et qui apporte des solutions concrètes aux angoisses de notre peuple. Il est en effet important que l'alternance se traduise par une autre politique de développement et non par la persistance de la politique menée actuellement et dont nous contestons le bien fondé ;
- **au plan social** : l'alternance permettra de bâtir une nouvelle société dans notre pays, reposant sur des valeurs fortes, sûres et partagées.

Pour nous, partant du point de vue énoncé plus haut, l'alternance, dans notre contexte national actuel, ne saurait être ni une succession au sein d'un même parti politique et/ou de partis et autres types d'organisations satellites, ni un coup d'Etat populaire, salvateur ou démocratique. De plus, il n'implique ni vengeance, ni revanche, ni chasse aux sorcières.

**3.2** Pour l'UPC, l'alternance suppose l'existence d'une alternative au pouvoir en place. Or une véritable alternative ne peut être offerte par les héritiers d'un régime au pouvoir depuis plus de deux décennies. Qu'il s'agisse des leaders des factions internes au CDP ou des leaders des partis de la mouvance présidentielle, ils doivent tous être tenus pour comptables de la gestion du pouvoir, dans la mesure où ils ont eu l'opportunité de co-gérer le pouvoir d'Etat ou de l'exercer. Parce que l'alternance suppose une certaine rupture dans le contenu des politiques et pas seulement un changement de personnel dirigeant, il est clair que les leaders du parti au pouvoir et des partis de la majorité présidentielle peuvent difficilement assurer de manière crédible la nécessaire rupture qu'implique l'alternance. Le passage du relais d'un leader à un autre dans le cadre d'un même parti ou d'une même majorité présidentielle signifierait en effet la continuité, la persistance des réseaux de corruption en place et la reproduction d'un système de gouvernance rejeté par le peuple citoyen.

Notre vision de l'alternance est celle qui résulte du choix démocratique de notre peuple, à travers un suffrage universel qui ne souffre pas de contestation. Vue sous cet angle, notre vision de l'alternance se démarque clairement des changements anticonstitutionnels qui s'opèrent sur le continent dans un nombre croissant de pays et que certains analystes saluent comme étant des évolutions salvatrices. Notre opinion est que, même si de profonds changements surviennent à la suite de telles interventions, ils ne devraient pas se confondre avec l'alternance démocratique. Par principe, les coups d'Etat militaires ou les changements anticonstitutionnels qui se produisent en Afrique doivent être condamnés sans équivoque, parce qu'ils retardent la consolidation démocratique, même s'ils sont accueillis dans la liesse populaire.

**3.3** De même, pour l'UPC, l'alternance ne signifie pas la revanche, la résurrection d'un ordre passé et regretté, la vengeance ni une chasse aux sorcières. Notre Parti se démarque vigoureusement de cette démarche, car il estime que le fondement principal de l'alternance, c'est la divergence sur le contenu des politiques de développement et leur mise en œuvre pratique. Ce n'est pas la haine personnelle que l'on nourrit subjectivement envers tel ou tel responsable au pouvoir. Pour notre Parti, tout pouvoir et celui de la IVème république plus que tout autre, qui pose des actes et prend des décisions parfois douloureuses, laisse des mécontents qui peuvent un jour être tentés par la revanche ou la vengeance. C'est pour cela que notre Parti comprend bien qu'il est nécessaire que la question d'une véritable réconciliation soit résolue à travers un projet politique rassembleur qui rassure, qui soulage et qui permet de tourner la page. C'est en vertu de cela que pour notre Parti, l'alternance ne devra pas signifier l'ouverture d'une chasse aux sorcières, même si elle ne peut pas non plus signifier la garantie de l'impunité.

**3.4** Lorsqu'on écoute les jugements portés sur la situation actuelle de notre pays, on entend surtout deux sons de cloche diamétralement opposés :

- ✓ d'un côté, les partisans zélés du pouvoir de la IVème République s'évertuent à chanter que tout va très bien au Burkina et que notre peuple est bénéficiaire d'avancées fantastiques sur tous les plans. Ils sont réfractaires à l'idée même qu'on puisse dire que notre pays a des problèmes ;
- ✓ de l'autre côté, les pourfendeurs invétérés du régime, qui estiment qu'il a échoué sur tous les plans et qu'il ne saurait nullement trouver grâce à leurs yeux.

**3.5** Notre Parti estime que, comme tous les régimes qui se sont succédés, le pouvoir de la IVème république a un actif, mais aussi un passif et que l'alternance se justifie parce que ce qui est en panne au Burkina est plus important que ce qui marche.

C'est pour cela qu'il affirme, que son accession au pouvoir d'Etat sera surtout l'occasion :

- ✓ **d'améliorer ce qui est déjà fait**
- ✓ **de corriger ce qui est mal fait**
- ✓ **de réaliser ce qui n'est pas encore fait**

C'est cette vision qui guide notre approche.

**3.6** En tant que parti prônant l'alternance, notre Parti se range, au moment de sa création dans le camp de l'opposition légale.

Pour nous, être opposant dans le contexte actuel du Burkina Faso, c'est avoir d'abord, des convictions différentes de celles que partagent ceux qui nous gouvernent. C'est croire, ensuite, sincèrement qu'une autre manière de gérer le pouvoir et le développement peut faire le bonheur de notre peuple. Notre position vis-à-vis du pouvoir de la IVème république repose donc et avant tout, sur une différence d'opinion sur la stratégie la mieux appropriée pour conduire les affaires de notre pays. Notre attitude ne se fonde ni sur l'hostilité, ni sur la haine à l'égard d'individus. Elle signifie opposition à une politique et à un système.

C'est fort de cette position que notre Parti porte la critique contre ceux qui nous gouvernent. Cette critique, nous ne la concevons pas comme devant être systématique ou stérile. Nous la voulons circonstanciée et constructive car pour l'UPC, être opposant, ce n'est pas seulement critiquer tout ce que fait l'adversaire ; c'est aussi accepter de reconnaître ce que l'adversaire fait de bien et surtout, c'est aussi proposer une alternative pour faire mieux.

Cette attitude de base a pour nous plusieurs implications politiques importantes :

**D'abord**, elle nous conduit à accepter de manière consciente le statut d'opposant républicain et le sacrifice que cela implique, loin des facilités du pouvoir et des avantages qu'il confère car pour nous, on ne peut pas être une chose et son contraire, même si l'astuce politique en vogue dans notre pays consiste à flirter avec le puissant du moment pour espérer bénéficier de ses prébendes, grandir sous son ombre, avant de l'attaquer.

**Ensuite**, elle nous conduit à apprécier l'action du pouvoir en place sur la seule base des actes qu'il pose et sur le jugement que nous faisons de la capacité de ces actes à apporter le progrès à notre peuple. Elle nous oblige aussi à l'objectivité politique, qui consiste à reconnaître et à saluer les actes positifs que le pouvoir pourrait poser.

**Enfin**, elle implique de savoir avancer des propositions concrètes, ou des idées, dont la mise en œuvre peut apporter le progrès à notre peuple. En cela, notre Parti se positionne comme une **opposition républicaine et constructive**.

**3.7** Notre Parti rejette vigoureusement le sectarisme. Il est conscient que l'ouverture vers les autres peut être une source d'enrichissement, toute chose utile pour la réussite de son combat politique.

Il comprend et accepte, que dans le contexte de la démocratie pluraliste, il aura besoin de l'appui, de la coopération et du soutien d'autres forces politiques pour avancer et réussir. Il

est donc disposé à entrer dans des alliances constructives, lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- ✓ que cette alliance soit en cohérence avec notre ligne et notre démarche politique ;
- ✓ qu'elle renforce notre Parti et lui permette de réaliser notre ambition politique ;
- ✓ qu'elle soit voulue et clairement acceptée par nos militants ;
- ✓ qu'elle soit profitable à notre pays et à notre peuple.

Mais, quelque soient les circonstances, notre Parti approchera ces alliances avec l'esprit du compromis, jamais avec celui de la compromission.

**3.8** Réaliser l'alternance dans le contexte politique actuel de notre pays suppose la mise en œuvre d'une stratégie politique adaptée. Elle suppose aussi savoir adopter le positionnement politique qui convient au plus grand nombre. En analysant les échecs de notre opposition actuelle à réaliser l'alternance et, en se référant à l'histoire des autres pays, notre Parti observe que l'alternance démocratique survient facilement lorsque, au sein de l'opposition, une force politique parvient à émerger du lot par ses performances électorales et est suffisamment rassurante pour rassembler au-delà de son camp, les franges de la société qui, tout en voulant le changement, refusent l'aventure. Dans cette circonstance, cette force joue le rôle d'avant garde, qui fédère les énergies du changement.

L'UPC entend se positionner d'emblée comme cette avant-garde. Il estime que, par le profil de ses animateurs et par le réalisme de son projet politique, il est à même de proposer et conduire un changement apaisé dans notre pays, un changement qui ne soit ni un simulacre de changement, ni une revanche personnelle sur les adversaires politiques du moment.

La capacité de jouer ce rôle, notre Parti la tire de la justesse de sa vision, de la force de ses valeurs, de ses principes et de son mode d'organisation.

## **b) Vision, Valeurs, Principes et Organisation du Parti**

### **La vision de l'UPC**

**3.9** Notre vision découle de nos convictions, aussi, est-elle fortement façonnée par les évolutions du monde qui nous entoure et dont les enseignements tracent en permanence pour nous la frontière entre le souhaitable et le possible.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la naissance de l'UPC survient dans un monde en pleine et constante mutation. La bonne lecture de ce monde tel qu'il évolue sous nos yeux est un exercice incontournable pour tout parti politique qui, comme le notre, aspire à la conquête et l'exercice du pouvoir d'Etat.

**3.10** Notre Parti observe que depuis bientôt trois décennies, le monde vit une nouvelle ère de mondialisation, c'est-à-dire une interconnexion croissante marquée par la circulation massive d'informations, de technologies, de capitaux, de biens et services et de personnes à travers la planète, le développement fulgurant des moyens de communication, l'explosion du volume des échanges commerciaux, l'effondrement des

barrières culturelles etc. Ce nouveau monde en perpétuelle évolution présente des opportunités, mais aussi des menaces, que tout parti politique responsable se doit de savoir identifier.

La mondialisation est une chance pour une croissance globale et constante de l'économie mondiale. Les experts estiment que celle-ci sera renforcée de 80% d'ici 2020 par rapport à 2000 et que le revenu moyen par individu va augmenter de 50%. Notre Parti est inquiet de savoir que les bénéfices de cette mondialisation ne seront pas répartis de manière égale et que des pays sous-développés, comme le Burkina, verront s'accroître leur retard, si des stratégies appropriées ne sont pas mises en œuvre. Notre Parti se range de l'avis de ceux qui estiment, que les plus gros avantages de la mondialisation bénéficieront aux pays qui pourront accéder aux nouvelles technologies et les adapter à leurs besoins. Il sera donc important pour le Burkina de faire de l'acquisition des technologies nouvelles une priorité de son action. Pour cela, il faut combattre la vision qui consiste à dire que nos pays sont trop pauvres pour axer leur développement sur les technologies nouvelles. Il faut rechercher, acquérir et développer celles-ci, les adapter à nos besoins et réalités. C'est en faisant cela qu'il sera possible de brûler les étapes du développement et sauter certaines phases par lesquelles sont passés les pays développés.

Notre Parti observe que la mondialisation a profondément modifié les sphères d'influence et l'autonomie des Etats. Autrefois, le monde était dominé par des pays occidentaux d'Amérique et d'Europe. Aujourd'hui, même si ces pays demeurent puissants et influents, ils doivent compter avec d'autres acteurs.

La situation internationale est en effet marquée par l'émergence de nouveaux acteurs mondiaux, au premier rang desquels figurent des pays comme la Chine, l'Inde ou le Brésil. La montée en puissance de ces Etats est comparable en beaucoup de points à celle des Etats-Unis au 20ème siècle. Pour certains observateurs, le 21ème siècle sera asiatique et la Chine et l'Inde, en s'appuyant sur leur poids démographique, leurs performances économiques et leurs capacités militaires en expansion, conduiront les choses. Déjà, en 2020, le produit intérieur de la Chine dépassera celui des puissances économiques occidentales à l'exception des USA.

Avec l'arrivée de ces nouvelles puissances, les concepts d'Est et d'Ouest, de Nord et de Sud, de pays alignés et non-alignés, de pays développés et en voie de développement sont devenus obsolètes. Les groupages géographiques traditionnels ne pèseront plus comme par le passé dans les relations internationales. Le monde est devenu multipolaire. L'Afrique découvre l'Amérique Latine et l'Asie investit en Afrique. Dans ce contexte, notre Parti considère que notre pays commet une erreur stratégique grave, en rompant avec la République Populaire de Chine. A cause de son poids économique et sa place au Conseil de Sécurité des Nations Unies, il n'y a aucun intérêt pour notre pays à cultiver l'hostilité de la Chine Populaire.

**3.11** Même sur le plan strictement africain, des puissances régionales apparaissent dont le comportement peut paraître impérial. Du même coup, les anciennes analyses politiques basées sur le fait colonial de notre pays ou de l'Afrique perdent de plus en plus de leur pertinence et méritent d'être revues.

**3.12** La mondialisation a aussi consacré le pouvoir d'une nouvelle catégorie d'acteurs internationaux : les entreprises multinationales et les organisations multilatérales.

Les entreprises seront de plus en plus nombreuses à accéder à une taille mondiale, à échapper de plus en plus au contrôle des Etats et à devenir des acteurs incontournables du changement ou de la stabilité, même à l'intérieur des pays. Le rôle de nos matières

premières va devenir de plus en plus important, car l'économie mondiale, en croissant, va en consommer de plus en plus. Par exemple, on estime qu'au cours des deux prochaines décennies, la consommation de pétrole va augmenter de 50%, alors que sur la période 1980/2000, cette augmentation n'était que de 34%. La compétition que cela va entraîner aura des conséquences multiples aussi bien au plan diplomatique qu'au plan sécuritaire. Les pays émergents comme la Chine ou l'Inde vont coller leur diplomatie à la recherche des sources d'approvisionnement. L'Europe, qui marque de plus en plus une préférence pour le gaz naturel se tournera vers la Russie et l'Afrique du Nord. Les conflits seront peut-être de plus en plus nombreux pour le contrôle de ces matières premières. Les questions de sécurité nationale seront donc très importantes pour les gouvernements et tout parti sérieux qui aspire au pouvoir d'Etat se doit de les comprendre. Cet effort de compréhension est d'autant plus nécessaire que les foyers de tensions sont et seront de plus en plus nombreux en Afrique et dans le monde, provenant soit des intégrismes religieux, des fanatismes terroristes, ou des transitions politiques mal gérées.

Dans le même temps, le pouvoir de décision économique, du moins en ce qui concerne la définition des politiques, la régulation et la dévolution des ressources de développement, est passé aux mains de la Banque Mondiale, du Fonds Monétaire International, de l'Organisation Mondiale du Commerce, des banques et organisations régionales de développement. La conséquence immédiate, c'est que l'autonomie de décision économique des Etats s'en est trouvée amoindrie. Ces organisations se veulent le champion de l'économie de marché et, dans leur dialogue avec les pays sous-développés, font de la mise en œuvre des politiques libérales un préalable à leur appui. Il convient de noter que ce pouvoir leur a été accordé par les pays développés, qui eux-mêmes, le plus ouvertement du monde, conditionnent leur aide bilatérale à la conclusion d'un accord avec ces institutions.

**3.13** Pour notre Parti, cette évolution ne doit pas être approchée avec hostilité. D'ailleurs notre Parti sait que, en tant que membre de la BCEAO, notre pays avait déjà une expérience en matière de perte partielle de souveraineté dans le domaine de la gestion monétaire. Notre Parti reconnaît et salue la contribution immense des institutions financières internationales dans le développement de l'Afrique en général et de notre pays en particulier. Pour nous, l'apport de ces partenaires ne doit pas s'analyser seulement au strict plan des transferts financiers.

Il l'est aussi et surtout au niveau du partage d'expérience. Notre Parti regrette que les recommandations de politiques de développement faites par ces partenaires ne prennent pas toujours en compte les spécificités locales et mettra un point d'honneur que, sous sa direction, le sacro-saint principe de l'appropriation pleine et entière des politiques par la partie nationale soit une réalité tangible. Pour notre Parti, nos pays doivent tracer les voies de leur développement et solliciter ensuite l'aide extérieure pour les emprunter. Pas l'inverse.

**3.14** Sur le plan politique, notre Parti observe que la chute du mur de Berlin et la désintégration de l'empire communiste ont consacré la fin du dogmatisme idéologique, le triomphe des valeurs transversales et la force du pragmatisme.

Le débat idéologique classique entre socialisme et capitalisme ne se déroule plus comme par le passé. Autrefois, les principes des deux camps étaient clairs et ouvertement antagonistes. D'un côté, on avait les partisans du libéralisme économique qui acceptaient et encourageaient la propriété privée, prônaient la liberté d'entreprendre comme meilleur moyen de faire la prospérité et estimaient que l'Etat ne devait pas être un acteur économique pour la production de biens et services de consommation courante, mais devait se cantonner à ses fonctions régaliennes, de régulateur de l'économie, de

surveillant du fonctionnement régulier de celle-ci et de garant de la sécurité des biens et des personnes. De l'autre, on avait les partisans de l'économie socialiste, qui estimaient que la propriété des biens de production devait être collective et que l'Etat, pour garantir l'intérêt général, devait prendre directement en main les leviers de la production économique. Entre ces deux approches extrêmes, il y avait de l'espace pour toutes les formules intermédiaires.

**3.15** Depuis quelques années, bien ou mal, on voit s'établir des zones de convergences entre ces deux idéologies, au point que certains parlent de l'émergence d'une pensée unique. Désormais, toutes les tendances idéologiques semblent accepter le principe de l'économie de marché et se rangent à l'argument selon lequel l'économie de marché est la forme d'organisation économique la plus capable de produire et d'innover. Même les formations politiques qui se réclament ouvertement du socialisme ou du communisme refusent aujourd'hui de prôner la propriété collective des moyens de production ou les nationalisations tous azimuts des entreprises privées. Toutes acceptent le principe de la libre entreprise, de la liberté des échanges et l'existence d'un secteur privé. Elles expriment leurs différences sur les modalités de la mise en œuvre de cette économie de marché et notamment sur :

- ✓ l'étendue du rôle et de la sphère de l'Etat, c'est-à-dire ce que l'Etat doit faire pour le citoyen ;
- ✓ le degré d'intervention de l'Etat dans l'économie : les secteurs qu'il doit contrôler, ceux où il doit être présent et le niveau de sa participation ;
- ✓ les règles de gestion de l'économie et de régulation de la concurrence ;
- ✓ les législations sociales pour accorder des avantages aux salariés.

En fonction de leurs sensibilités et des situations concrètes de leurs pays, certaines de ces formations réclament l'intervention directe de l'Etat dans tel ou tel secteur de l'économie et les restrictions voire les interdictions de propriété privée individuelle dans tel ou tel domaine. Mais au-delà de ces nuances, le fait majeur à noter, est qu'un consensus s'est établi dans toutes les obédiences idéologiques que le principe de la propriété privée était acceptable et même souhaitable, si l'on veut bâtir la prospérité. Les différences subsistent quant aux modalités de sa régulation et du partage de ses bénéfices.

**3.16** La chute du mur de Berlin et la mondialisation ont consacré la démocratie pluraliste comme la forme d'organisation politique la plus acceptée par tous.

Pour l'Afrique francophone, on aime faire référence à la fameuse Conférence de la Baule (1990), pour indiquer le point de départ de la nouvelle doctrine suggérée par la France à ses anciennes colonies et qui posait que la conquête du pouvoir d'Etat devait se faire par le biais d'élections démocratiques, libres et transparentes. Il est salutaire que toutes les obédiences idéologiques aient souscrit à cette doctrine, au-delà des nuances qui peuvent subsister çà et là. Là aussi, s'est opérée une rupture avec les schémas antérieurs, à tel point qu'aucune formation politique sérieuse de nos jours n'ose se faire l'avocat d'une prise et d'une gestion autoritaire du pouvoir politique.

Dans le même temps, grâce à l'action de la société civile, dont l'essor a été encouragé par la mondialisation, un certain nombre de valeurs et de causes transversales se sont progressivement imposées à tous. Ces valeurs transversales qui ont gagné en notoriété et en adhésion ces dernières années sont de plus en plus nombreuses. On peut citer : le respect des droits humains, la liberté de la presse, la promotion du genre, la question de la transparence et de l'intégrité, etc. Ces valeurs sont promues par des Organisations Non Gouvernementales devenues des partenaires respectés et craints des gouvernements.

Celles-ci ont réussi progressivement à créer un consensus autour d'elles et à les imposer comme le baromètre à travers lequel on juge l'action des gouvernants.

A coté de ces valeurs transversales, ont aussi émergé des causes transversales inspirées du débat sur le développement durable et qui ont la particularité de capter l'attention au-delà des clivages idéologiques. De celles là sont, par exemple, la préservation de l'environnement, la sauvegarde des espèces menacées, la lutte contre le réchauffement climatique, l'éducation des filles, la lutte contre les mutilations génitales, l'accès à l'eau, le commerce équitable, la lutte contre le travail des enfants etc. Mises ensemble, ces valeurs et ces causes tracent une feuille de route, en matière de développement et ont du reste inspiré la Déclaration du Millénaire et ses objectifs.

**3.17** De toute cette évolution du monde actuel ainsi décrite, notre Parti tire des enseignements précieux pour guider son action.

La principale leçon pour notre Parti, c'est d'éviter de nous enfermer dans le piège des carcans idéologiques. La mode est établie pour les partis politiques de notre pays, de se proclamer libéraux, socialistes, socio-démocrates, communistes etc. Notre Parti ne succombera pas à cette mode. Ces étiquettes idéologiques ont été façonnées sur la base d'analyses, dans des environnements politiques et dans des circonstances fort éloignées de la réalité de notre pays. Ce sont des concepts importés, dont la singerie ajoute au répertoire déjà rempli des choses que les africains copient de l'occident sans s'assurer qu'elles ont un sens dans leur vécu quotidien. Plus important, aucune de ces idéologies n'offre l'exemple réussi de la création d'une société exempt de problèmes. Les pays qui se proclament aujourd'hui socialistes, libéraux ou socio-démocrates sont tous logés à la même enseigne du chômage galopant, de l'insécurité sociale croissante, du vieillissement démographique et du ralentissement économique.

**3.18** Pour nous à l'UPC, la question n'est donc pas de se proclamer socialiste, socio-démocrate, ou libéral, mais plutôt de proposer la réponse que nous apportons aux problèmes concrets des citoyens de notre pays et la position concrète et pratique que l'on adopte face à un sujet donné.

Fort de cette conviction, l'UPC se déclare au-dessus des caractérisations idéologiques et préfère faire la promotion des valeurs qui permettent de gérer notre société à la satisfaction des citoyens dans leur vécu quotidien. Les aspirations de nos populations sont connues et classifiées comme suit:

✓ **Les besoins physiologiques tels que :**

- Se nourrir,
- Se soigner,
- Se loger.

✓ **Les besoins de sécurité tels que :**

- Eduquer ses enfants,
- Sauvegarder son environnement,
- Améliorer son pouvoir d'achat,
- Voir ses droits respectés sur le lieu de travail,
- Etre protégé par une justice équitable,
- Investir son épargne en toute quiétude,
- Aller et venir sans entrave.

En somme, vivre en sécurité.

✓ **Les besoins de s'accomplir tels que :**

- S'exprimer librement,
- Exprimer librement son choix.

En somme s'épanouir pleinement.

Pour notre Parti, à chacune de ces aspirations correspondent des solutions optimales. Ce sont elles qui constituent l'idéologie de l'UPC.

Fort de cette orientation, notre Parti cultive dans sa démarche et sa manière d'être, un certain nombre de valeurs qui font sa marque de fabrique.

### **Les valeurs de l'UPC**

**3.19** Notre Parti se veut, d'abord et avant tout, un regroupement de femmes et d'hommes qui se sont mis ensemble parce qu'ils croient tous en quelque chose et en la même chose et qui mutualisent leurs efforts pour réaliser ce en quoi ils croient. Ils le font parce qu'ils aiment leur pays et nourrissent de grandes ambitions pour lui.

Pour nous, le militantisme est la base de l'engagement en politique. Il est le fondement de notre engagement et la force dans laquelle nous puisons pour faire face à l'adversité. Il est aussi le seul fondement sur la base duquel nous suscitons et acceptons les adhésions nouvelles, en ce sens que viennent à l'UPC ceux qui adhèrent à sa ligne politique et acceptent de la défendre et de s'investir pour la faire triompher.

En tant que militants, nous comprenons et acceptons que nul ne viendra lutter à notre place pour réaliser nos objectifs politiques et que seul notre engagement personnel servira de levain à notre destin politique. C'est donc notre sacrifice personnel et volontaire, qu'il soit physique, matériel ou financier, qui nous permettra d'avancer et de triompher. Fort de cette conviction, l'UPC met un point d'honneur à refuser toute forme de compromission et de trahison de son idéal politique.

La démarche de notre Parti est surtout guidée par l'adhésion aux valeurs de la République et de la bonne citoyenneté : la liberté du choix, l'égalité des chances, l'école de la république qui met tout le monde sur le même pied d'égalité, l'Etat qui aide et protège le citoyen, le refus de la corruption, la promotion des valeurs du travail, de la probité, du courage, du patriotisme etc.

**3.20** Notre Parti se définit comme étant progressiste. Il considère en effet que les sociétés doivent avancer, non pas au gré d'une évolution naturelle, mais par l'action positive des citoyens. Mais ce progrès, nous le concevons comme survenant par touches successives mais fermes, en se fondant sur un consensus minimal ; de ce fait, notre Parti se veut aussi réformiste. Pour nous les réformes ouvrent la voie du progrès et elles gagnent à être mises en œuvre dans un esprit de dialogue entre parties prenantes, loin des méthodes autoritaires qui détruisent l'adhésion sincère.

En s'engageant pour le changement démocratique, les militants de l'UPC comprennent qu'ils s'investissent pour un travail de longue haleine et qu'ils doivent vaincre tous les sentiments d'impatience qui conduisent à abandonner le combat lorsque les résultats tardent à venir. En tant que militants, nous sommes tous solidairement et également « actionnaires » de notre Parti, sur une base d'égalité et fondés à jouir des avantages qu'il procurera, tout comme nous sommes contraints de donner notre part d'effort pour la réussite collective.

En cela, notre Parti se distingue des partis de supporters qui animent notre vie publique et où l'on vient comme pour « cultiver le champ du leader » et recevoir des avantages financiers ou une promotion en contrepartie. L'UPC est une mutuelle, où chaque militant apporte ce qu'il peut offrir et où l'on partage ce que tout le monde a apporté. En venant à l'UPC, on doit se demander ce qu'on peut faire pour le Parti et non ce que le Parti peut faire pour vous. Cela dit, notre Parti est une organisation fondée sur la solidarité agissante entre ses militants, qui se donnent aide, secours et assistance et qui se défendent mutuellement contre les agressions du monde adverse.

**3.21** Notre Parti attend de ses militants qu'ils cultivent dans leur comportement de tous les jours, les vertus qui ont de tout temps fait la fierté de l'homme burkinabè. À l'UPC, elles sont au nombre de sept (7), comme les jours de la semaine :

- ✓ **le patriotisme** : à l'UPC, la Patrie est ce que nous avons tous de plus cher et de plus noble. Nous aimons notre pays et nous sommes prêts à le défendre jusqu'au sacrifice suprême.
- ✓ **le courage** : la politique est un combat de longue haleine et nos militants doivent s'armer de courage pour l'affronter. Cela est d'autant plus nécessaire qu'en tant que parti d'opposition prônant l'alternance, l'UPC fait face à l'hostilité du pouvoir en place, qui n'hésite pas à user de la menace, de l'intimidation, pour éloigner de lui les sympathies qui veulent se manifester et décourager nos militants. Ce courage est aussi nécessaire pour la présentation et la défense de nos idées, dans le cadre du débat politique national.
- ✓ **l'intégrité** : notre Parti veut des militants qui sont intègres et qui le montrent dans leur comportement de tous les jours, au sein du Parti, comme dans la société. Notre Parti fait de la dénonciation de la corruption au sein de la société une composante majeure de son action politique. Pour être en parfaite harmonie avec son discours, il se doit donc de prêcher en son sein les vertus de probité qu'il exige de nos dirigeants. C'est pour cela qu'au sein de l'UPC, il n'y a pas de place pour les comportements qui offensent l'intégrité.
- ✓ **la modestie** : les attitudes empreintes d'arrogance n'ont pas leur place à l'UPC. Notre Parti attend de ses militants qu'ils cultivent la modestie en société et usent de cette modestie comme un atout pour aller vers les autres et conquérir des sympathies nouvelles.
- ✓ **l'engagement solidaire** : les militants de notre Parti doivent faire sentir leur présence dans la société, dans leur voisinage, dans leur région et cultiver une proximité avec les gens à l'occasion des événements sociaux.
- ✓ **la fidélité** : l'UPC tire sa force de la constance de ses militants dans leur comportement politique, leur attachement solide aux idéaux qui le fondent et à leur Parti.
- ✓ **la patience**. Notre Parti inscrit son travail dans la durée. Il cultive donc la patience et souhaite attirer à lui des femmes et des hommes qui sont capables de travailler longtemps et attendre.

### Les principes d'organisation

**3.22** L'organisation interne de notre Parti est fondée sur la **démocratie** et la **discipline**.

La démocratie se vit au sein de l'UPC à travers l'expression libre des opinions, des discussions franches et ouvertes sur la vie du Parti, son orientation et toutes les questions touchant à sa stratégie et son attitude politique. Notre Parti fait du droit d'expression de ses militants un principe sacré et encourage les débats francs qui, de notre point de vue, permettent leur épanouissement et renforce leur attachement au Parti. A cause de cela, notre Parti prend à cœur la formation de ses militants. Il attend de ceux-ci, qu'ils soient imprégnés de tous nos textes fondamentaux, qu'ils connaissent la vision du Parti, ses positions sur les questions importantes et qu'ils soient à même de les expliquer et de les défendre. C'est pour cela que notre organisation comporte les échelons ou cette formation des militants sera systématique.

A l'UPC, la démocratie se vit aussi pleinement à travers le mode démocratique de désignation de ses responsables à tous les niveaux, que ce soit à la tête des structures locales ou sur le plan national. Notre Parti cultive la démocratie représentative en son sein et donne une chance égale à tous ses militants de postuler et d'accéder aux responsabilités au sein du Parti.

Enfin, la démocratie est pleine et entière dans la manière dont notre Parti consulte ses militants soit pour désigner ses représentants aux différentes batailles électorales, soit pour prendre position sur les questions importantes touchant à la vie du Parti ou à sa stratégie.

En même temps qu'il cultive les vertus de la démocratie interne, notre Parti fonctionne sur la base d'une discipline collective ferme, qui, pour nous constitue une force dont nous avons besoin pour braver l'adversité et réussir notre combat politique.

Cette discipline impose qu'une fois les décisions prises selon les procédures internes, celles-ci ne puissent plus faire l'objet de remises en cause intempestives. Elle impose aussi que le comportement des militants et des structures se fasse dans le respect strict des procédures du Parti. Elle impose enfin que le principe de l'égalité de tous les militants vis à vis des règles et procédures en vigueur dans le Parti soit une réalité de tous les jours.

### **Action et stratégie de mobilisation**

**3.23** L'UPC est un parti populaire, un parti de militants, un parti de citoyens. Notre démarche repose sur la conviction que notre succès politique passe par l'adhésion à notre démarche, des couches défavorisées, mécontentes des situations actuelles et désireuses d'obtenir le changement démocratique. Notre Parti est conscient que pour réussir, il doit s'implanter dans le vécu quotidien des populations. C'est pour cela qu'il se fixe pour objectif d'être présent dans tous les villages, départements, provinces et régions de notre pays, par un maillage systématique et progressif. Cette démarche s'appuiera sur une proximité bien réfléchie avec nos valeurs culturelles et sociologiques, à la fois dans le discours et la méthode, afin d'être en adéquation avec les réalités de nos terroirs.

**3.24** Pour l'UPC, le réalisme oblige à reconnaître, que le discours du changement, s'il est accueilli avec enthousiasme par une bonne partie de notre opinion, rencontre aussi des réticences au sein de certains segments de notre population. C'est en connaissance de cela que notre Parti bâtit sa démarche de mobilisation en fonction de l'appréciation qu'il fait des différentes forces sociales présentes dans notre pays et de la dynamique politique qui traverse notre société. La diversité des courants de notre société oblige à déterminer une approche particulière pour chaque groupe. Pour ce faire, il importe de connaître et distinguer le positionnement des forces sociales et politiques par rapport au jeu politique actuel, notamment les élites intellectuelles, la jeunesse, les femmes, la chefferie traditionnelle etc.

- **les intellectuels** : notre Parti se veut l'ami des élites intellectuelles de notre pays, car il connaît le rôle irremplaçable que celles-ci jouent sur notre scène politique. En effet, depuis l'indépendance, le pouvoir d'Etat a toujours été exercé par les élites civiles et militaires issues essentiellement de l'appareil d'Etat, avec le soutien des hiérarchies coutumières, religieuses ou des opérateurs économiques. Notre Parti se désole de constater que, depuis la rupture révolutionnaire d'août 1983 et l'arrivée au devant de la scène de ce qu'on pourrait appeler les « anciens cadets sociaux », il y a comme une chape de plomb qui s'est abattue sur les intellectuels. Autrefois réputée pour son goût de la liberté d'expression, du débat et son engagement citoyen, l'élite burkinabè s'est maintenant murée dans le conformisme puis dans l'autocensure. Par peur, par lâcheté, par crainte de perdre des privilèges, par hypocrisie, par duplicité, par prudence excessive, par recherche des facilités, des honneurs et, pour de multiples autres raisons, la majorité de notre élite refuse d'assumer le rôle d'éclairer et d'éveiller des consciences qui doit être le sien et semble au contraire exceller dans le soutien zélé et la loyauté de façade. Notre Parti se sent interpellé par cette situation et place en tête de ses priorités, de ramener notre élite à un comportement politique plus hardi, afin qu'elle contribue à animer davantage le débat démocratique.
  
- **la jeunesse** : notre Parti croit en la jeunesse de notre pays et fonde ses espoirs sur elle. Plus que tout autre segment de notre population, la jeunesse, qu'elle soit urbaine ou rurale, a grand besoin de changement car elle est la grande perdante de l'ordre actuel. Peu instruite ou alphabétisée, la jeunesse rurale subit les conséquences des pesanteurs socioculturelles, de l'ignorance et de la pauvreté. Ce qui se traduit par une faible conscience citoyenne et une grande vulnérabilité envers les puissances corruptrices, les autorités politiques locales, les autorités traditionnelles et religieuses favorables au pouvoir. La jeunesse urbaine, qui vit dans les grandes villes, Ouagadougou et Bobo-Dioulasso notamment, n'a pas toujours eu la chance de bénéficier des bienfaits de l'éducation formelle. Victime de l'exode rural et de la pauvreté, ces jeunes trompent leur ennui dans des activités du secteur informel et parfois dans des fléaux tels que la drogue et/ou le banditisme pour survivre. C'est aussi une proie facile aux manipulations et aux sirènes du pouvoir. Enfin la jeunesse scolaire et estudiantine, si elle peut paraître privilégiée au regard des conditions de vie des autres catégories de jeunes, connaît elle aussi de sérieuses difficultés, qu'il s'agisse d'étudier, ou de trouver un emploi après la formation. Sans alternative crédible, la jeunesse a, très clairement, conscience que son avenir est derrière elle, pire, qu'elle n'a même pas d'avenir. Pour que cette jeunesse puisse échapper aux sirènes du pouvoir et à la corruption, il est important qu'elle soit encadrée, formée et soutenue. Il faut surtout que la classe politique qui souhaite le changement comme elle, lui inspire confiance, lui offre des modèles de comportement politique et propose des réponses pertinentes à ses revendications.

Notre Parti prendra à cœur cette mission, tout comme il fait de la mobilisation des femmes une composante importante de sa stratégie.

- **les femmes** : alors qu'elles constituent la majorité de notre population, les femmes ont longtemps été tenues à l'écart dans les activités politiques. Cependant, elles contribuent énormément au développement du pays et reçoivent en retour très peu des fruits de ce développement.

Selon la Banque mondiale, 85% des 52 % de femmes sont très pauvres. Notre Parti en fait sa préoccupation première car la libération de la femme passe par son développement économique, social et politique.

Notre Parti a constaté qu'au cours des deux dernières décennies, un intérêt particulier a été porté sur les femmes. Cependant, il regrette que malgré tout, celles-ci restent toujours faiblement représentées dans les sphères de décision et aux postes de responsabilité. Pour les partis politiques en quête d'électeurs, les femmes constituent un bétail électoral. Pour l'UPC, cette situation doit changer. Pour cela, il mettra tout en œuvre pour l'épanouissement total de la femme afin qu'elle soit une actrice dynamique du développement du pays. La promotion du genre n'est donc pas à marchander. Cette promotion des femmes dans ses structures se fera par le renforcement de leurs capacités à travers des formations.

Pour notre Parti, l'instauration du quota de 30% favorisera la participation et l'engagement actif des femmes dans la vie de la nation ; mais considérant que cette disposition légale est un simple progrès, notre Parti réaffirme que l'objectif de la parité intégrale reste l'idéal à atteindre.

**3.25** Notre Parti est conscient de l'immense travail abattu par notre société civile dans le sens de la consolidation de notre démocratie. La société civile burkinabè est réputée pour son dynamisme. Composée d'une myriade d'associations, elle comprend plusieurs composantes au nombre desquelles les associations de promotion, de protection des droits de la personne, de la démocratie ou de la bonne gouvernance, les syndicats, les médias, les associations de développement etc.

Avant l'avènement de la révolution en 1983, le syndicalisme burkinabè était considéré comme la locomotive de la société civile. Malheureusement, les circonstances politiques difficiles ont contribué à éroder ce contre-pouvoir. De nos jours, les syndicats semblent avoir été supplantés sur la scène politique, à partir des années 1990, par les associations de promotion, de protection des droits de la personne, de la démocratie ou de la bonne gouvernance. Si l'on observe les tendances en cours, on constate que ces groupes de la société civile tendent à jouer un rôle de plus en plus actif dans la définition des priorités politiques. Pour le moment, plusieurs d'entre eux sont handicapés par un manque d'indépendance, un manque de vision claire de leur rôle, un manque de créativité sur les meilleures façons de transformer cette vision en réalité, ou simplement par un manque de ressources financières et d'effectifs suffisamment qualifiés. Une bonne partie de ces associations est cependant critique envers le pouvoir et favorable à l'alternance. Mais l'autre partie reste inféodée au pouvoir, qui s'est évertué à la contrôler ou à l'instrumentaliser par la corruption et le clientélisme afin d'en désamorcer la force combative.

Cette situation interpelle notre Parti. Celui-ci entend nouer avec la société civile des rapports de coopération empreints de considération et de soutien, dans le respect de l'indépendance bien comprise de la société civile, aux fins de contribuer ensemble à enraciner davantage la démocratie dans notre pays.

**3.26** Enfin notre Parti souhaite établir une relation particulière avec les forces coutumières et religieuses de notre pays, gardiennes de nos traditions, témoins de notre histoire et symboles vivants de la permanence de notre nation.

Les relations des forces coutumières avec l'État ont connu des hauts et des bas à travers les décennies. Ainsi, pendant la période révolutionnaire, le pouvoir, qui les considérait comme des « vestiges des forces féodales » a tenté sans succès de les éradiquer. Après la prise du pouvoir par le Front Populaire, le 15 octobre 1987, celui-ci, pour satisfaire son besoin de légitimation, s'est tourné principalement vers la chefferie, qui a été réhabilitée et invitée à reprendre son influence traditionnelle d'antan sur le plan local, mais sans

responsabilités formelles. C'est cette réhabilitation qui a valu au pouvoir actuel la loyauté de la majorité des chefs jusqu'à ce jour. De plus en plus d'ailleurs, ces chefs participent à la politique active, en se présentant comme candidats aux élections législatives, en grande majorité du côté du CDP. A cause de cela, des critiques se font entendre sur l'engagement partisan des chefs traditionnels du côté du pouvoir. Si on ajoute à cela les dérives et exactions dont certains chefs se sont rendus coupables, on peut comprendre la baisse de crédibilité de certains chefs traditionnels. Les chefs eux-mêmes prennent de plus en plus conscience des dangers d'un engagement trop partisan, du côté du pouvoir, qui en réalité n'a pas beaucoup de considération pour eux. Cela explique en partie la déception et l'engagement de certains chefs et pas des moindres, aux côtés d'autres partis politiques. Notre Parti observe avec attention et intérêt cette nouvelle dynamique et tentera de faire en sorte, que beaucoup de ces chefs coutumiers rejoignent ses rangs et militent ouvertement pour le changement.

De même, notre Parti entend cultiver des relations de considération avec les forces religieuses de notre pays. Notre Parti a du respect pour l'engagement spirituel et considère que celui-ci fait partie intégrante de l'engagement citoyen. Les valeurs telles que le pardon, la tolérance, l'honnêteté, la vérité, la solidarité envers les plus faibles etc. défendues par les religions de notre pays, sont d'ailleurs au cœur du projet politique de notre Parti.

## **IV Le Projet de l' UPC : un développement mieux partagé**

**4.1** L'ambition de notre Parti pour le Burkina c'est de conduire notre pays vers un développement mieux partagé. Pour cela, il conviendra, selon nous, de réaliser trois grandes ambitions :

- ✓ d'abord, refaire notre système démocratique, pour qu'il soit davantage en adéquation avec les valeurs républicaines et qu'il suscite une adhésion plus grande de nos concitoyens ;
- ✓ ensuite, refaire notre système économique, en produisant autrement et en distribuant différemment les fruits du développement ;
- ✓ enfin, refaire notre société, pour qu'elle soit le lieu d'un nouveau partage et qu'elle repose sur des valeurs plus fortes et plus sûres.

En clair, nous voulons porter notre pays plus loin et plus haut, en améliorant ce qui a été déjà fait, en corrigeant ce qui est mal fait et en réalisant ce qui n'a pas été fait.

### **a) *Construire une démocratie républicaine et citoyenne***

**4.2** Le premier objectif stratégique de notre Parti, c'est de reconstruire notre démocratie. Notre Parti croit fermement que cette ambition est conforme en tous points de vue avec les aspirations de notre peuple. En effet, après un demi-siècle d'indépendance et de soubresauts politiques de toute nature, après avoir vécu toutes sortes de régimes politiques, le consensus semble établi dans notre opinion publique, que la démocratie pluraliste est la forme d'organisation et d'animation de notre vie politique qui fait le plus l'unanimité.

Le Forum des Citoyens et Citoyennes de l'Alternance, réuni à Ouagadougou en Mai 2009, avait abouti à la même conclusion et avait, avec justesse, estimé que l'étape actuelle de la lutte de notre peuple, ce à quoi il aspirait le plus, ce pour quoi il se bat, c'était une démocratie républicaine et citoyenne. Notre Parti est de cet avis.

**4.3** En affirmant cela, notre Parti indique très clairement qu'il se situe dans le camp des forces politiques qui croient en la démocratie pluraliste, celle de la liberté d'association, celle du suffrage universel ouvert à tous, celle des compétitions électorales libres et transparentes etc. Pour nous, malgré tous ses défauts et ses insuffisances, la démocratie pluraliste demeure le mode d'organisation politique à l'échelle nationale, capable d'offrir aux citoyens les meilleures chances de leur épanouissement et au pays les meilleures chances de stabilité, de paix et de progrès. Notre conviction est renforcée par les enseignements de notre histoire récente qui a vu défiler toute sorte de régimes politiques dans notre pays et qui ont fourni à notre peuple l'occasion de faire la part des choses en matière de formes de gouvernement. Elle est confortée par les excès des Etats d'exception que nous avons vécus dans ce pays et le prix payé injustement par de nombreux burkinabè qui, parfois par la mort, ont subi l'illustration la plus méchante de ce que l'arbitraire pouvait signifier.

D'ailleurs, depuis l'adoption de la Loi fondamentale du 02 Juin 1991 qui a créé la IVème République, tous les acteurs de notre vie publique, partis politiques, société civile, organisations confessionnelles, chefferie traditionnelle et les simples citoyens etc. acceptent que la démocratie pluraliste est le mode d'organisation et de gestion politique qui leur convient le mieux. La question fondamentale du point de vue de notre Parti, c'est l'enracinement définitif de la démocratie dans notre pays. Pour ce faire, il convient de continuer de corriger à la fois les principes et les pratiques qui ont pour conséquence de freiner cet enracinement. Comme de nombreuses formations politiques actives sur le terrain, notre Parti estime que notre démocratie actuelle souffre de nombreuses insuffisances, qui touchent à la fois son architecture institutionnelle et ses pratiques. Malgré ces insuffisances, notre Parti pense qu'il faut accepter de travailler dans le cadre légal, exploiter toutes les opportunités de conquêtes démocratiques supplémentaires et faire en sorte que, par touches successives et par victoires arrachées ici et là, on puisse améliorer le cadre et la pratique de cette démocratie.

**4.4** Pour notre Parti, cette amélioration profonde de notre système démocratique empruntera des chemins bien précis. Il convient d'abord, de toujours améliorer le cadre légal de notre expression démocratique. La première tâche à ce niveau, c'est sans doute le renforcement du constitutionnalisme. Outil essentiel de notre vie politique nationale, notre Constitution reste largement méconnue de nos concitoyens et peu exploitée par ceux-ci dans les possibilités d'expression ou de contestation qu'elle offre aux citoyens. Notre Parti met un point d'honneur à éduquer ses militants et ses sympathisants sur ce plan, afin qu'ils soient davantage conscients des dispositions constitutionnelles qui régissent notre vie publique et des possibilités de revendication citoyenne qu'elle offre.

Notre Parti estime qu'en tant qu'instrument consensuel d'organisation de la vie de la nation, la Constitution doit être respectée et défendue, y compris et surtout par ceux qui exercent le pouvoir politique. Il entend éduquer ses militants dans le sens du respect et de la défense de la constitution, contre notamment toutes les démarches qui tendraient à la vider de son contenu ou à la modifier sans consensus.

**4.5** Au-delà de la Constitution, les lois de la République offrent des espaces d'émancipation souvent méconnus. Notre Parti saura aider nos compatriotes à se les approprier. Un des principes fondamentaux de la démocratie, c'est la séparation et le juste équilibre des forces entre l'exécutif et le législatif. Si dans notre pays cette séparation

existe en théorie, elle a été vidée de son sens par la domination exercée par le parti au pouvoir au sein du parlement. Même du point de vue des principes, notre Parti estime qu'il y a un rééquilibrage à opérer afin de donner plus d'autorité à notre parlement. Cela est d'autant plus nécessaire que, dans le régime présidentiel en vigueur dans notre pays, le parlement a progressivement perdu de son influence, pour se transformer, sous la houlette du Parti majoritaire, en une chambre d'enregistrement.

Notre Parti entend réhabiliter le rôle de la représentation nationale dans les principales directions suivantes :

- ✓ d'abord, notre parlement doit reprendre davantage de pouvoirs vis-à-vis de l'exécutif. Cela commence par l'instauration du principe intégral de responsabilité du chef de gouvernement vis à vis du parlement, qui doit sanctionner la décision de nomination de celui-ci par un vote formel de confiance ;
- ✓ ensuite, notre parlement doit reprendre l'initiative en matière de lois ;
- ✓ enfin, notre parlement doit exercer un plus grand contrôle sur l'action du gouvernement.

Ce nouveau rôle du parlement, ne peut être obtenu que si le rapport de force s'équilibre mieux en son sein et revient au type de rapport majorité/opposition auquel notre histoire politique nous a habitué. Pour en arriver là, il est clair qu'il faut que les règles du jeu électoral changent et deviennent plus équitables ; notre Parti entend agir dans ce domaine. En effet, si l'analyse du jeu électoral dans notre pays montre qu'en apparence ces règles fonctionnent bien, il apparaît bien à l'évidence, que ces règles formelles, en apparence démocratiques, sont neutralisées par les manipulations dans leur mise en œuvre. Pire, les règles informelles résultant de la clientélisation de la majorité des forces conservatrices, de la corruption électorale, de la fraude et de l'instrumentalisation des moyens de l'Etat finissent par vider notre démocratie de tout son contenu.

**4.6** Lorsqu'on parle des règles du jeu électoral, on doit nécessairement aborder la question des modes de scrutin, car ceux-ci constituent les formules qui permettent ou empêchent la prise en compte de la volonté des électeurs. Sur ce plan, notre Parti est un adepte du système proportionnel. De notre point de vue, ce système est le plus capable de garantir que les opinions les plus diverses soient comptées et que la représentation nationale intègre le maximum de sensibilités. Le parti au pouvoir bâtit ses succès électoraux sur les modes de scrutin qui le favorise et sur les ressources colossales qu'il puise au sein de l'Etat. Il corrompt l'électorat en distribuant des gadgets et de l'argent. Il assure sa promotion permanente en envahissant pour un rien la presse publique, notamment la télévision, chargée de véhiculer dans les moindres recoins du pays les faits et gestes de ses dirigeants. Il y a dans tous ces domaines d'énormes chantiers de réforme auxquels notre Parti entend apporter sa contribution car ces pratiques, qui corrompent les règles électorales, sont un obstacle majeur à une compétition équitable et donc au changement démocratique.

**4.7** En même temps que ces règles du jeu évoluent, il faudra se battre pour garantir l'indépendance des institutions judiciaires et constitutionnelles de notre pays.

Notre justice est doublement malade de la corruption qui la gangrène et du pouvoir politique qui veut lui dicter ses décisions. Le déficit de crédibilité de la justice constitue l'une des failles les plus sérieuses de la gouvernance dans notre pays. Cette justice a donc besoin d'une réforme très profonde dont l'une des composantes essentielles sera la modification de la composition et du mode de fonctionnement du Conseil supérieur de la magistrature. Elle ne pourra retrouver sa crédibilité aux yeux des citoyens que si la

corruption y est traquée et éradiquée et si une séparation plus nette des pouvoirs est rétablie. Elle a, enfin, besoin d'une plus grande proximité avec le justiciable.

Certaines de nos hautes juridictions, héritées de l'ancienne Cour Suprême, doivent être profondément remaniées. De celles là sont la Cour des Comptes et le Conseil Constitutionnel.

Notre Cour des Comptes n'a pas fait illusion longtemps. Censée traquer les pratiques de mauvaise gestion, elle n'a jamais su aller au-delà des dénonciations de ses rapports. Le fait que des ténors du régime aient vu leurs gestions épinglées avait laissé penser que cette cour allait innover. Il n'en a rien été et même les partenaires au développement, qui lui avaient accordé un certain crédit, sont les premiers à regretter que ses rapports ne soient suivis d'aucune action.

Notre Conseil Constitutionnel, censé interpréter notre loi fondamentale, demeure, par son mode de composition, un instrument aux mains du pouvoir et ne dispose d'aucune marge de manœuvre pour vraiment dire le droit. On l'a vu en 2005 lorsque, sollicité pour statuer sur l'éligibilité du Chef d'Etat actuel après la modification de la Constitution, ce Conseil s'est complètement discrédité en se rangeant, sans argument convaincant, dans le camp du pouvoir.

Ainsi que nous l'écrivions plus haut, le problème fondamental de notre démocratie réside, non pas dans les textes et les institutions, même si ceux là souffrent de certaines insuffisances, mais surtout dans la pratique du pouvoir par nos gouvernants.

**4.8** Pour notre Parti, il est important que les valeurs de la république soient restaurées, que les principes de séparation des pouvoirs soient respectés par tous, que la liberté du choix soit une vraie réalité et qu'elle se conjugue avec l'égalité des chances. Quand notre Parti parle de démocratie républicaine, il entend par là une démocratie qui, dans son fonctionnement quotidien, respecte les principes et les valeurs de la république. Pour nous, en effet, la démocratie ne se limite pas aux institutions et aux élections régulièrement organisées. Elle se juge surtout par l'exercice pratique du pouvoir et par le respect d'un certain nombre de normes : la séparation des pouvoirs ; l'égalité des chances, la primauté du droit sur la force, l'égalité des citoyens devant la loi etc.

**4.9** Pour notre Parti, une autre faiblesse de notre démocratie et non la moindre, c'est l'instrumentalisation des électeurs par des mécanismes de subordination. Lorsque notre Parti parle de démocratie citoyenne, il entend une démocratie dont les citoyens sont les premiers acteurs, les premiers animateurs et les premiers bénéficiaires. Or, la réalité de notre démocratie est qu'elle a été confisquée par des forces intermédiaires, qui font des citoyens un simple bétail électoral que l'on rameute au bénéfice du parti au pouvoir.

Notre Parti est aussi frappé par le désintérêt grandissant des citoyens de notre pays à l'égard de notre processus démocratique. On le voit à la faiblesse de l'inscription sur les listes électorales. On a d'ailleurs le sentiment très net, que le jeu démocratique tel qu'il se déroule n'intéresse qu'une partie de la population, celle-là même que le parti au pouvoir inscrit frénétiquement sur les listes électorales. Des pans entiers de notre population vivent en marge de celui-ci.

C'est pour toutes ces raisons, que l'UPC proclame, que la démocratie républicaine est et reste à construire dans notre pays.

## **b) *Produire et partager autrement les fruits de notre développement***

**4.10** Vaincre la pauvreté, par l'édification d'une nouvelle économie forte et par une meilleure redistribution des fruits de notre croissance, tel est l'objectif stratégique que se fixe notre Parti pour notre pays sur le plan du développement économique.

La définition de cet objectif part de notre analyse de la situation de la pauvreté dans notre pays, que notre Parti considère comme étant à la fois la conséquence et la raison de notre faible croissance économique.

Le développement actuel de notre pays est insuffisant pour vaincre la pauvreté. Après deux décennies de réformes économiques, la moitié de la population burkinabè vit encore sous le seuil de pauvreté. Pour notre Parti, vaincre cette pauvreté est une priorité absolue. Notre démarche est fondée sur la rationalité économique, selon laquelle la pauvreté est le premier ennemi de la croissance, donc de la lutte contre la pauvreté.

Notre démographie pose problème. Avec un accroissement annuel de l'ordre de 3.1% par an, notre population augmente à une vitesse qui n'est pas soutenable. La question mérite donc d'être sérieusement prise à bras le corps.

**4.11** Notre Parti convient que la question de la croissance, du développement économique et social est une question complexe et les stratégies à mettre en œuvre sont encore plus complexes. De plus, notre pays est enclavé avec une activité agricole à faible technicité et peu compétitive sur le marché mondial, dépourvu de ressources naturelles de grande valeur recherchées sur le marché mondial, pays peu attractif au plan des investissements directs étrangers et le tout dans un environnement de mondialisation des marchés qui soumet tous les pays à une forte pression concurrentielle. Mais notre Parti estime que les conditions difficiles de notre pays ne peuvent pas continuer à être évoquées pour justifier les contre-performances économiques et sociales. L'histoire enseigne que des pays aujourd'hui développés qui étaient dans des conditions similaires voire pire que celles du Burkina, ont réussi, grâce au génie de leurs peuples, à devenir des pays émergents.

Pour réaliser cet objectif, il convient d'abord de réorganiser notre démarche économique, c'est-à-dire la manière même dont notre stratégie de développement est pensée, conçue et mise en œuvre. Tirant leçon des expériences vécues par les pays autrefois sous-développés qui ont réussi à se sortir de la pauvreté, notre Parti considère que notre pays doit d'abord bâtir sa stratégie sur le socle d'une vision à long terme, partagée au maximum par les couches populaires et les forces politiques. Autour de ce thème se bousculent de nombreuses questions : Qui sommes-nous ? D'où venons-nous ? Où allons-nous ? Que voulons-nous ? Que voudrions-nous devenir ? Comment y parvenir ?

**4.12** Notre Parti est favorable à l'économie de marché, au sens où elle signifie la liberté d'entreprendre, d'échanger et d'innover. Mais notre Parti refuse que l'adoption de l'économie de marché signifie l'acceptation de la société de marché, c'est-à-dire une société pervertie par l'argent et où tout s'achète et se vend. Notre Parti est de ceux qui pensent que, dans la mondialisation actuelle de l'économie, les principes de base de l'économie de marché s'imposent à tous. De plus, notre Parti comme beaucoup d'autres, est séduit par la fantastique capacité de production et d'innovation du système capitaliste. Dans sa démarche économique, notre Parti, même s'il épouse l'économie de marché, ne conçoit le développement de celui-ci que dans le cadre d'un État organisé et fort. En cela, notre Parti reste fidèle au consensus qui s'était établi depuis longtemps parmi les économistes que dans les pays en développement, en l'absence d'un secteur privé fort et

dans le souci d'éviter les méfaits du capitalisme, la meilleure formule est celle d'une économie mixte. Notre opinion se nourrit de l'expérience pratique et concrète de notre pays, qui a mis en œuvre, deux décennies durant, les réformes économiques inspirées de la doctrine néo-libérale dont l'un des postulats les plus importants était que l'Etat était prédateur par nature et que le maintien de son influence dans l'économie favorisait l'éclosion de situations de rente. En constatant les reculs économiques et la mal-gouvernance qui s'est depuis lors installée dans notre pays, notre Parti repose la question de l'Etat. Cette remise en cause est, du reste, dans l'air du temps avec la manière dont les économies développées essayent de gérer la crise financière qui sévit actuellement. Sans se faire l'apôtre d'une étatisation de l'économie, notre Parti plaide pour un Etat rationnel capable de suppléer les défaillances du secteur privé lorsque celles-ci se produisent.

**4.13** De la même manière, notre Parti estime que notre démarche économique doit être organisée différemment et ne saurait être laissée aux caprices de la main invisible. Pour nous, même l'économie capitaliste a besoin de prévoir et de planifier, pour mieux allouer ses ressources. L'Inde, pays véritablement émergent, fournit à ce propos une synthèse remarquable digne d'intérêt. On a vu l'intérêt de la planification lorsque la crise alimentaire a frappé soudainement notre pays et toute l'Afrique, il y a de cela deux ans.

En effet, notre Parti estime que l'avenir d'une nation ne peut se construire que si l'on a collectivement une vision, mais aussi une trajectoire pour la réaliser. La vision n'a donc de sens que si elle est sous-tendue par des plans d'actions opérationnels et cohérents dont la mise en œuvre et le suivi rigoureux dans le temps et l'espace permettent, à terme échu, de transformer le rêve commun en réalité. Il faut donc d'une certaine manière, planifier. Cette responsabilité relève bien entendu de l'Etat, garant de l'intérêt général, qui doit s'assurer que la collectivité dispose, à un temps donné, des biens et services dont elle a besoin pour assurer sa survie.

**4.14** Si les programmes et les démarches qui les soutiennent sont importants en matière de développement, le plus important, pour notre Parti, est sans doute d'obtenir des résultats concrets. Or, l'impression désagréable qui se dégage à l'examen de l'action de nos décideurs, c'est que le jugement porte davantage sur ce qu'on dit avoir fait, que sur ce qu'on a réellement produit comme résultat et son impact sur le vécu des gens.

Notre pays doit donc instituer une nouvelle culture de résultats qui imprègne les acteurs à tous les niveaux et qui décide du sort administratif de ceux-ci.

**4.15** Si l'Etat est indispensable, il va de soi que le rôle du secteur privé, comme moteur de la croissance, est irremplaçable. Notre Parti estime que notre secteur privé doit être reconstruit, car ce qui en tient lieu actuellement n'est pas à même de jouer ce rôle important. La politique de prédation de la IV<sup>ème</sup> République a transformé notre secteur privé traditionnel. Celui-ci était animé par des femmes et des hommes qui avaient un métier et qui ont acquis leurs lettres de noblesse grâce à un travail mené sur la durée, en faisant preuve d'une certaine éthique. En général, tout le monde a vu leur ascension lente et progressive et les citait comme des modèles à imiter. En lieu et place, on a vu apparaître depuis quelques années des affairistes touche-à-tout, sortis du néant grâce à l'octroi de marchés publics, sans métiers véritables autre que les opportunités qui peuvent rapporter gros à ceux dont ils servent de prêtes noms. Cette bourgeoisie des marchés publics et des relations politiques, qui domine aujourd'hui notre secteur privé, ne saura jamais être le moteur de notre croissance.

Ce secteur privé d'un nouveau genre n'a pas de métier précis. Il fait tout à la fois. Quand il faut construire patiemment sur le long terme, il préfère les « coups financiers » qui

rapportent tout de suite. Là où il faut savoir épargner, il excelle dans les dépenses ostentatoires. Quand il s'agit de prendre en compte le sort des employés, il oublie ce qu'est la responsabilité sociale de l'entreprise. Au lieu d'investir de manière rationnelle, il gaspille l'argent du contribuable dans des projets sans avenir. Quand il faut présenter des projets bien ficelés, il joue d'abord sur la proximité politique ou sociale avec les puissants du moment.

**4.16** Vaincre la pauvreté implique que nous sachions aussi rechercher de nouveaux chemins de la croissance et de la compétitivité.

Depuis notre indépendance, l'agriculture a toujours représenté une part substantielle de notre richesse nationale. Même si cette part a diminué progressivement, elle reste importante et pose donc constamment toute la question de la place de l'agriculture dans notre développement. Cette question est revenue avec grande acuité lors de la crise alimentaire de 2007. Quelle doit être la vocation de notre agriculture ? Et comment peut-elle y parvenir ?

Doit-elle avoir pour objectif principal de nourrir notre population, pour la mettre à l'abri des famines, ou doit-elle être, par le biais des cultures de rentes, pourvoyeuse de devises ? Pour ce faire, faut-il développer la petite propriété agricole, ou faut-il faire le saut de l'agro-business comme l'ont choisi nos autorités ?

**4.17** Pour notre Parti, la vocation première de notre agriculture, c'est d'assurer, au maximum, notre sécurité alimentaire, voire notre auto-suffisance alimentaire, à commencer par celle de ceux qui travaillent la terre. Tout cela, de notre point de vue, milite pour une agriculture paysanne soutenue et encadrée. Notre Parti est un fervent supporter du rétablissement et de la modernisation des fonctions d'encadrement agricole.

Sans nier l'intérêt et la productivité que peuvent présenter des exploitations agricoles à grande échelle, notre Parti s'indigne que les expériences d'agro-business, dont l'illustration est donnée par la conversion de la bourgeoisie d'Etat à l'agriculture, se fassent par la confiscation des terres des paysans. Pour notre Parti, cette tendance est dangereuse à plus d'un titre. D'abord, elle ne garantit plus un accès équitable aux ressources naturelles du pays puisque c'est la loi de l'argent qui s'impose. La terre aura tendance à appartenir non à ceux qui la travaillent, mais à ceux qui, disposant de moyens financiers, pourront réduire les premiers en travailleurs agricoles.

Ensuite, on risque d'assister à un développement plus important des cultures de rente que des cultures vivrières, les investisseurs ayant tendance à cultiver les spéculations dont les produits se vendent mieux et qui peuvent assurer au plus vite un remboursement de leur effort financier. Enfin, les questions de sauvegarde de notre environnement passeront au second plan.

Depuis quelques années, la contribution de notre agriculture au Produit Intérieur Brut (PIB) est complétée par celle de notre secteur minier, dont l'expansion lente mais progressive nourrit beaucoup d'espoirs. Notre Parti sait toute l'importance que peut revêtir ce secteur dans la croissance de notre économie. Il sait aussi et redoute les effets de volatilité importante qui le caractérise, en raison de la dictature des cours mondiaux établis par des cercles spéculatifs hors de contrôle. Il parie néanmoins sur l'appétit croissant des économies émergentes pour que la tendance actuellement observée dure quelque peu. Les questions sont nombreuses auxquelles notre pays doit, dans ce domaine, apporter des réponses durables et notre Parti les prend à cœur :

- ✓ la question de la formation de nos ressources humaines (ingénieurs, agents de maîtrise etc.) car notre pays n'a pas investi comme il le fallait dans ce domaine ;
- ✓ la question de la connaissance véritable des potentialités réelles de notre sous-sol ;
- ✓ la question de la sécurité de nos installations minières, notamment celles qui sont artisanales ;
- ✓ la question de la négociation des contrats miniers et, partant, de la sauvegarde de nos intérêts.

**4.18** Pour notre Parti, même si tout est prioritaire vu les retards de développement que connaît notre pays, la santé, l'éducation, le logement et l'emploi des jeunes méritent la plus grande des attentions de notre effort de développement. Notre retard dans le domaine de la santé est connu et de l'avis unanime, c'est d'ailleurs l'un des domaines du développement humain ou presque tout reste à faire. L'échec de nos gouvernants est surtout patent en matière de prévention. Chaque année on voit resurgir les mêmes épidémies. Notre Parti connaît sa feuille de route en la matière :

- ✓ une couverture sanitaire accrue et bien répartie sur le territoire national ;
- ✓ un investissement plus grand dans les ressources humaines de la santé ;
- ✓ une plus grande lutte contre les maladies sexuellement transmissibles ;
- ✓ une meilleure gestion des ressources ;
- ✓ des campagnes de vaccination bien organisées.

Les inondations qui ont frappé notre pays récemment ont reposé, avec acuité, la question du logement dans notre pays. Pour notre Parti, un pays qui avance doit pouvoir fournir un logement décent à chacune des familles qui le compose.

**4.19** Si la santé est un problème pour notre pays, l'éducation l'est tout autant. Notre école est en crise à tous les niveaux, de la maternelle au supérieur. Pour notre Parti, il s'agira de revoir notre politique éducative pour s'assurer qu'elle est vraiment républicaine c'est-à-dire gratuite et ouverte à tous à la base et qu'elle fournit les chances que le hasard de la naissance n'a pas su donner. Il s'agira de s'assurer aussi que le métier d'enseignant est valorisé, laquelle valorisation passe aussi, mais pas uniquement, par un traitement salarial conséquent, du niveau de ce qui est en vigueur dans la sous-région. Il s'agira, enfin, de revoir les infrastructures d'accueil et la formation, pour la rendre plus en adéquation avec les attentes du monde du marché du travail.

**4.20** Un autre défi que notre Parti veut relever, c'est la question du chômage des jeunes. Notre école est devenue une usine à produire des chômeurs et notre harmonie sociale en souffre beaucoup. Trouver les voies et moyens de garantir un premier emploi à nos jeunes diplômés sera une priorité de notre action.

**4.21** Un des freins à notre compétitivité économique, c'est l'énergie électrique. Au Burkina, elle est de plus en plus rare et de plus en plus chère. Avec un taux d'accès à l'électricité d'environ 17% et le rationnement quotidien imposé à tous, notre pays a encore des efforts à faire pour faire de l'électricité une denrée abondante. Notre Parti est convaincu qu'un tel objectif passe par la mise en œuvre d'un cocktail de politiques, allant du thermique vers le solaire et le nucléaire.

**4.22** Depuis notre accession à la souveraineté internationale, trouver les ressources adéquates pour financer notre développement est un casse-tête permanent. Pour notre Parti, l'équation est triple au niveau des ressources de l'Etat: mobiliser plus les ressources internes en luttant féroce contre la corruption, diversifier les sources de revenus et

bien gérer l'aide publique au développement, tout en cherchant à s'affranchir d'elle progressivement.

Mais d'autres sources concourent à faire fonctionner notre économie : les investissements directs étrangers et surtout la remise migratoire. Notre Parti regrette qu'une faible attention leur soit accordée et place au cœur de sa démarche économique, d'en faire des leviers importants de notre développement.

**4.23** Pour notre Parti, la question du progrès du Burkina et des burkinabè revêt un double aspect. Il s'agit non seulement de produire plus, mais aussi de partager mieux.

Le développement n'est véritable que si ses fruits sont mieux partagés entre tous les citoyens. Or, comme déjà mentionné plus haut, non seulement notre pays ne produit pas assez, mais en plus, le peu qui est produit est accaparé par une minorité.

Du point de vue de notre Parti, la question de la répartition plus équitable des fruits de notre développement est cruciale. Les mécanismes pour y parvenir s'articulent autour de trois piliers :

- ✓ le choix des vecteurs de notre croissance, c'est-à-dire des activités économiques qui concourent à la production de la richesse nationale ;
- ✓ la fiscalité, de sorte que notre fiscalité ne pèse pas sur les individus de manière uniforme;
- ✓ l'action directe de l'Etat par les interventions budgétaires.

Le moment venu, notre Parti mettra en œuvre à partir des pistes ainsi énumérées, les mesures idoines permettant de rétablir l'égalité des citoyens face à la richesse de la collectivité.

### **c) *Vivre ensemble sur de nouvelles bases***

**4.24** Notre Parti estime que la société burkinabè doit être reconstruite sur de nouvelles bases car elle traverse une crise profonde. Cette crise se manifeste essentiellement par la perte des repères socio-historiques, la perte des valeurs morales fondamentales et l'absence notoire de solidarité dans son fonctionnement.

L'objectif stratégique de notre Parti, c'est de faire de la société burkinabè une société mieux ancrée dans une nation solide, arc-boutée sur les valeurs fondamentales pérennes de notre histoire et de notre culture, capable d'assimiler, intelligemment, les apports de la modernité et régie par une solidarité responsable qui favorise l'harmonie et la renforce face aux chocs externes.

**4.25** Pour notre Parti, cette tâche immense commence, d'abord, par la correction des défauts de construction de notre Etat-nation. L'objectif ici, c'est de continuer à bâtir une nation véritablement plurielle, en lieu et place de la superposition mécanique et parfois conflictuelle de groupes ethniques qui nous tient lieu de pays actuellement. Notre Parti n'oublie pas que notre pays, au départ, a failli ne pas exister comme entité territoriale. Créé le 1<sup>er</sup> mars 1919, après la dislocation de la colonie française du Haut-Sénégal-Niger, pour servir essentiellement de réservoir de main-d'œuvre, la Haute-Volta a été dissoute en 1932 et répartie entre la Côte-d'Ivoire, le Mali et le Niger. Il a fallu attendre la revendication des populations, exprimée de vive voix par la chefferie traditionnelle, pour que notre pays soit reconstitué en 1947, puis accède à l'indépendance en 1960. Après les indépendances, nos leaders politiques n'ont pas toujours réussi à construire la nation et y

enraciner suffisamment l'Etat. Ils ont donné l'impression qu'ils étaient occupés à gérer un assemblage de groupes sociaux distincts, privés au fil du temps de leurs identités propres, mais sans culture nationale de remplacement. Cela dit, notre Parti ne minimise pas les efforts très louables qui ont été faits par les différents régimes successifs pour installer un sentiment d'appartenance à la même nation. Cependant, l'objectivité commande de dire que l'impression est très forte que l'articulation entre l'Etat moderne et la création de ce sentiment durable d'appartenance et de conscience nationale a été comme dicté par les circonstances, sans que l'on sente la mise en place d'une politique délibérée, mûrie et réfléchie.

Or, comme on le sait un peu trop bien, le caractère artificiel de l'Etat et l'absence de contenu culturel profond dans la construction de la nation engendre toujours une crise identitaire.

**4.26** Notre pays peut, comparativement à d'autres, se targuer de vivre une certaine harmonie ethnique, fondée sur les valeurs de tolérance et de pardon qui ont toujours caractérisé notre société. Cela étant, notre Parti estime que cette harmonie ne doit pas être prise pour garantie à jamais, mais qu'elle doit plutôt s'entretenir et se construire. Une telle construction est d'autant nécessaire qu'à chaque étape nouvelle, notre société intègre en son sein des apports nouveaux qui peuvent être à la fois des facteurs d'enrichissement mais aussi des facteurs de déstabilisation, si l'on n'y prend garde. Ce phénomène s'est accéléré au cours de la décennie avec l'arrivée massive de populations migrantes originaires de plusieurs pays africains. La crise ivoirienne a, par exemple, mis à nu l'épineux problème de la diaspora burkinabè dans la sous-région. On a découvert, avec stupéfaction, que la société burkinabè est multinationale. Elle déborde les frontières nationales du fait des mouvements migratoires forcés et volontaires qui ont marqué son histoire. Elle déborde aussi à cause du découpage des frontières qui fait que certaines communautés et groupes ethniques vivent à cheval sur la délimitation d'un ou plusieurs pays. Dans ces conditions, on ne peut parler de l'identité nationale et de la crise de la société en faisant abstraction de cette composante de la nation. Il faut l'aider à s'intégrer et aider la société à s'enrichir à son contact. Il s'agira, à chaque fois, de savoir sauvegarder l'identité des groupes ethniques de notre pays et leurs cultures multiséculaires comme une richesse, tout en réussissant l'intégration des entités dans une nation politique et multiculturelle. C'est un défi permanent. Pour réussir ce pari, il importe de combattre, avec la plus grande énergie, toute tentative d'instrumentalisation de la donne ethnique, dans le sens d'une domination des plus nombreux, ou dans le sens d'une revendication exagérée par les moins nombreux. Pour notre Parti, la loi doit être sévère avec ceux qui attisent les antagonismes ethniques, ou qui jouent sur cette corde sensible notamment à des fins bassement politiciennes.

Dans notre entendement, la nation résulte d'abord de l'habitude de vivre ensemble sur le même territoire, entre les mêmes frontières, sous la tutelle des mêmes autorités. Or au Burkina, l'impression est nette que l'unité forgée pour lutter contre la colonisation s'est muée en unité administrative et politique qui ne va pas de pair avec une culture commune. Celle-ci reste donc à bâtir. Notre citoyenneté est comme une citoyenneté d'appartenance territoriale et de proximité géographique. Notre Parti veut qu'elle devienne une citoyenneté identitaire et culturelle.

**4.27** Par le biais de l'instruction civique et du brassage des futures élites qu'elle favorisait, l'école républicaine était, au lendemain des indépendances, l'instrument privilégié pour réaliser cette homogénéité nationale. Son enseignement inculquait le sentiment d'appartenance, parfois par la coercition. L'Etat lui-même, dans l'essence de son organisation qui repose d'emblée sur le brassage, l'égalité de traitement des carrières et la mobilité géographique à l'intérieur du pays, était censé véhiculer ce message de

l'unité nationale. En se politisant et en devenant partial, notre Etat ne remplit plus cette fonction de manière correcte. Notre Parti entend y remédier.

**4.28** La seconde tâche pour notre Parti, c'est de reconstruire notre société, en la fondant sur des valeurs intrinsèques.

Toute société est fondée sur des valeurs cardinales, héritées de l'histoire et de la culture, qu'elle doit savoir préserver, enrichir et enseigner aux nouvelles générations.

Notre histoire est riche et notre culture variée. Mais l'idéologie de la modernité est en train de saper insidieusement ce que nos devanciers ont construit depuis des millénaires. Certes au Burkina, il n'y a pas de culture unique, mais plutôt une multitude de cultures en lien avec la diversité ethnique qui prévaut dans le pays. Mais les différentes composantes ethniques de notre société sont constamment agressées par des valeurs exogènes dominantes dont les conséquences, perceptibles au plan collectif, sont une perte de notre identité.

Lutter contre cette acculturation rampante qui gangrène notre société est pour notre Parti un devoir de survie collective. Cela implique d'abord de valoriser à nouveau et d'enseigner les vertus qui, de tout temps, ont fait la marque de fabrique du burkinabè : le travail, le courage, le patriotisme, l'intégrité, la sobriété, la droiture, le civisme, etc. Ces valeurs doivent retrouver la côte qu'elles n'auraient jamais dû perdre. Pour ce faire, il faut les enseigner aux générations montantes, récompenser ceux qui donnent le bon exemple et châtier ceux qui adoptent les attitudes moins recommandables.

Cela implique aussi que notre histoire, nos coutumes, nos langues nationales et notre culture en général soient préservées, promues et enseignées, notamment à notre jeunesse de manière très formelle, grâce à une implication directe de l'Etat. A l'ère de la mondialisation de l'information et de la communication, notre société subit les assauts des médias nationaux et étrangers qui font concurrence pour diffuser des produits médiatiques de toutes sortes.

Chaque peuple se distingue par un certain nombre de valeurs, qui s'apparente à des attributs dont on vante les mérites. Ainsi, le burkinabè était réputé travailleur, honnête, sobre, intègre etc.

**4.29** L'intégrité caractérise tellement le burkinabè, qu'elle a même donné son nom à notre pays. Jadis réputé pour son intégrité, la droiture morale et la modestie de son peuple, notre pays connaît aujourd'hui un développement sans précédent de la corruption. Celle-ci est favorisée par une course effrénée à l'enrichissement et à l'accumulation des richesses et contribue à accélérer la déchéance des valeurs morales. Corrupteurs et corrompus forment maintenant un tandem dangereux qui met la société en coupe réglée.

Notre Parti est révolté par l'abaissement de cette valeur dans notre pays et fait de sa restauration la priorité absolue de son programme de gouvernance.

**4.30** Bâtir une nouvelle société implique enfin que le mode de fonctionnement même de la société soit revu.

Pour notre Parti, le partage et la solidarité responsable sont des éléments indispensables au maintien de l'harmonie sociale. Or ces valeurs sont aujourd'hui en manque.

Dans une société unie, la solidarité entre les membres est une attitude normale et valorisée. Cette solidarité commence par celle de l'Etat républicain vis-à-vis de la

population et surtout des plus pauvres. Elle ne signifie pas la charité, ni l'Etat providence, mais plutôt un mécanisme pour favoriser « l'ascenseur social » qui donne des chances aux citoyens pour changer de classe sociale. Notre Parti estime qu'il est urgent de redémarrer l'ascenseur social qui, en son temps, permettait aux enfants de paysans de terminer leur carrière comme médecins, professeurs, ou administrateurs civils. Pour ce faire, l'Etat doit renouer avec ses responsabilités républicaines d'instruction et de formation. C'est l'école républicaine gratuite et ouverte à tous, qui offre l'égalité des chances et permet aux individus de sortir de leur classe sociale initiale. Devenue chère, notre école ne reçoit que les enfants dont les parents sont à même de payer. Il y a donc discrimination au départ.

**4.31** La solidarité que prône notre Parti est aussi celle qui doit se manifester entre individus et entre classes sociales. L'esprit individualiste, distillé par la culture du libéralisme, a fait disparaître la solidarité même au sein des familles. La structure de la société burkinabè a été bouleversée par l'apparition de nouveaux fléaux. Autrefois homogène, celle-ci connaît maintenant des inégalités sociales frappantes. Même notre habitat est devenu ségrégationniste. Ces inégalités sont très mal acceptées par plusieurs catégories sociales parce qu'elles sont en contradiction flagrante avec les valeurs fondamentales de la société. Le bouleversement des liens sociaux et des hiérarchies entre les individus s'explique, essentiellement, par le niveau de revenu. Les riches dominent la société et adoptent des conduites négatives qui se diffusent dans toutes les couches sociales. Les relations entre les personnes s'établissent maintenant sur la base des intérêts individuels. Il existe alors un lien social d'un nouveau genre basé sur la complémentarité des intérêts et l'interdépendance des personnes. Il y a une prédominance des rapports de compétition et de concurrence, des relations marquées par une certaine indifférence. L'organisation sociale est progressivement dominée par des relations sociales froides, basées sur la diversité des intérêts et le calcul. La coopération entre les individus s'établit sur la base de nouvelles valeurs consensuelles qui ne sont pas celles de la communauté traditionnelle.

Jadis, notre société régulait sa propre vie et procédait à l'autocensure à travers ses mécanismes propres de contrôle social. Or désormais, avec le triomphe de l'individualisme, les personnes sont plus autonomes pour opter entre plusieurs normes et valeurs et exercer leur propre jugement. Si cette liberté est salutaire, elle offre l'inconvénient majeur de détruire la ressemblance et l'identité des individus en vigueur dans la communauté. On en voit d'autant plus les effets ravageurs que notre société fait l'objet d'un assaut ininterrompu des promoteurs de plusieurs courants et modèles culturels fondés sur des idéologies, des doctrines religieuses, des sectes, des mouvements libertaires etc. Cette société est grandement ouverte à toutes les idées et les valeurs sans aucune restriction apparente.

**4.32** Le troisième pilier de notre effort de reconstruction de la société, c'est la mise en œuvre d'une nouvelle politique de la famille.

Pour nous, toute notre crise de société découle de celle de la famille car c'est l'affaiblissement de la famille qui affecte toute la structure de la société. De ce fait, une nouvelle politique de la famille est nécessaire.

Un premier axe important de celle-ci sera le rétablissement de la responsabilité et de l'autorité parentales, notamment celle du père. Beaucoup de pères ont abdiqué de leurs responsabilités vis-à-vis de leurs enfants, laissant ceux-ci sans repères et à la dérive. Or, c'est de cette responsabilité que découle l'autorité parentale.

Notre Parti estime qu'être père, c'est accepter d'assumer un certain nombre de responsabilités précises, notamment celles de pourvoir à la sécurité financière de sa famille, de protecteur, d'éducateur, de gardien des valeurs, d'inspirateurs et de modèles.

Le second axe de cette politique familiale visera à rétablir le rôle de la mère comme pilier moral de la famille, mais aussi comme citoyenne participant activement au développement de son pays.

Parce que les échecs dans ce domaine ont des conséquences sur l'évolution de l'ensemble de la société, notre Parti estime que ces questions ne relèvent pas entièrement de la sphère privée. Pour nous, l'Etat a un rôle à jouer, de conseil, d'incitateur, voire même de coercition, pour s'assurer que ces responsabilités sont remplies au mieux.

Notre Parti estime que la question du genre doit donc faire l'objet d'une révision politique fondamentale, même si notre pays a fait des progrès timides dans ce domaine. La loi continue d'être défavorable à la femme. Les portes de l'éducation ne lui sont pas encore suffisamment ouvertes et l'accession aux responsabilités lui est encore trop sévèrement marchandée.

**4.33** Enfin, la nouvelle politique familiale que préconise notre Parti s'appuie sur une nouvelle politique de l'enfance. Nos enfants sont notre avenir. Pour notre Parti, la famille est le lieu par excellence où doit se faire leur éducation, l'école moderne ayant pour vocation de fournir l'instruction. Or notre société a tendance à confier l'éducation des enfants à l'école, ce qui ne va pas sans problème. Nos familles doivent d'abord redevenir des havres de paix et d'épanouissement pour nos enfants et l'Etat doit y veiller, en faisant de la lutte contre les violences familiales une priorité de sa politique sociale. Ensuite, nos enfants doivent réapprendre, fut-ce aux forceps, un certain nombre de valeurs et de comportements qui font la marque du burkinabè : le travail libérateur, l'effort, la ténacité, la patience, la hardiesse appropriée, la perspicacité dans l'analyse des faits et des situations etc. Ils doivent obéir à leurs parents et à leurs éducateurs. Ils doivent retrouver, en public et en société, les instincts et les comportements qui ont toujours caractérisé le burkinabè dans ce qu'il avait de noble, de fier et de droit et se comporter en dignes héritiers d'une histoire et d'une culture qu'ils auront appris à magnifier. Ils doivent saluer et respecter les symboles de l'Etat, redécouvrir les vertus du patriotisme, de la discipline, de l'engagement, du don de soi et de la vie en collectivité. Ils doivent être éduqués à savoir distinguer l'essentiel du superflu, à chérir la patience intelligente plutôt que l'empressement qui mène à la perte. Dans ce combat pour faire de nos enfants des êtres nouveaux, notre Parti s'intéressera au rôle de la télévision, devenu malgré nous le « nouvel éducateur » de nos enfants et le véhicule des comportements déviants par rapport à la morale sociale burkinabè. Remédier à cette situation implique de mettre en œuvre une nouvelle politique de la communication, couplée à une nouvelle politique de l'enfance et des mœurs, dont l'une des composantes consistera immanquablement à créer des services de police spécialisés en la matière. Pour notre Parti, une reprise vigoureuse en main s'impose, par le biais d'une restriction de certaines libertés des enfants et d'une « censure positive » qui sans remettre en cause les libertés fondamentales, établira clairement que notre jeunesse doit être « redressée » et ne peut pas être laissée au dictat de ses caprices.

## **V Conclusion**

La publication de ce Manifeste et celle des autres documents de base, consacrent définitivement l'entrée en scène de notre Parti. Par la lecture de ce document, nos militants et nos sympathisants savent ce que nous sommes et ce que nous voulons.

Notre analyse de la situation politique s'est voulue ferme et objective. La description des principes qui gouvernent notre action en tant que Parti politique est claire. Et notre projet de société pour un Burkina ou le développement est mieux partagé, est suffisamment explicite pour que le lecteur puisse en avoir la plus grande compréhension.

A nos militants, le Parti répète qu'il est de leur devoir de connaître ce texte, de le comprendre, de le propager et de le défendre contre nos détracteurs. Ce faisant, ils contribueront à populariser nos positions et grandir les sympathies autour de notre Parti.

Un Manifeste est un outil de combat. Celui dans lequel l'UPC a choisi de s'engager, c'est le combat pour l'alternance et le progrès. Ce combat, notre Parti sait qu'il sera long et difficile. Mais nous ne doutons pas, un seul instant, que l'aube de la victoire est proche.

Par ce Manifeste, nous invitons le peuple burkinabè à nous rejoindre dans ce combat, convaincus que nous sommes, que de là viendront le progrès et le bonheur qu'il attend depuis longtemps avec impatience.

**Fait à Ouagadougou, le 1<sup>er</sup> mars 2010**

### **Le Congrès constitutif**

**Ont signé :**

**Secrétaire de séance**

Aminata WANDAOGO/DJENGANE

**Assesseur**

Denis NIKIEMA

**Président de séance**

Zéphirin DIABRE